UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Incidence de la crise politico-ethnique de 1993 sur la vie socio-économique : cas de la commune Mutambu de 1993 à 2008

Bizimungu, Anicet; Sous la Direction de : Dr. Leonidas Ndayisaba

2017
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1479

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

INCIDENCE DE LA CRISE POLITICO-ETHNIQUE DE 1993 SUR LA VIE SOCIO-ECONOMIQUE : CAS DE LA COMMUNE MUTAMBU DE 1993 A 2008

Par

BIZIMUNGU Anicet

Sous la Direction de :

Dr. Leonidas NDAYISABA

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire

Option : Enseignement et Recherche

Bujumbura, janvier 2017

DEDICACE

A mes chers parents ;

A mes frères et sœurs

A tous ceux qui me sont chers

REMERCIEMENTS

Au moment où nous mettons un terme à notre travail, il est de notre devoir de reconnaître que la réalisation de ce mémoire est le concours de plusieurs personnes.

Nous adressons d'abord nos sincères remerciements au Docteur Leonidas NDAYISABA qui, malgré ses nombreuses occupations, a accepté d'assurer la direction de ce mémoire. Ses divers conseils à caractère scientifique ont consolidé nos efforts de chercheur débutant et ont permis d'arriver au bout de ce travail. Qu'il trouve ici la satisfaction dans la réussite de cette œuvre.

Nous portons ensuite notre gratitude à l'endroit de nos parents qui nous ont engendré, nous ont fait inscrire à l'école et nous ont soutenu moralement et matériellement. Que ce fruit couronne leurs efforts.

Nous remercions également les enseignements qui nous ont formé tant humainement que scientifiquement, depuis l'école primaire à l'Université et surtout ceux du département d'Histoire. Nous aimerions aussi souligner le rôle précieux de HABONIMANA Yvette, de la famille KARENZO Isidore, de la famille NDIKUMANA Aaron et de la famille MARERERO Diomède qui nous ont soutenus matériellement.

Que mes frères MANIRAKIZA Donatien, MANIRAKIZA Thierry, NDUWIMANA Vianney, mes sœurs NSHIMIRIMANA Nadine et MUNEZERO Alphonsine sans oublier toutes les personnes qui nous ont livré des informations, trouvent ici l'expression de notre vive reconnaissance pour leurs multiples sacrifices.

PTRPC	: Programme Transitoire de Reconstruction Post-Conflit
RN	: Route Nationale
Sous la dir.	: Sous la Direction de
U.B	: Université du Burundi
UCL	: Université Catholique de Louvain
UPRONA	: Union pour le Progrès National
UNICEF	: United Nations for Infant, Culture and Education Fund
V.	: Volume
CMD.	: Cassava Mosaïc Disease

LISTE DES TABLEAUX **Pages**

Tableau n°1 : Les précipitations à la station de Gakara (en Commune Mutambu) de 1969-1977 14

Tableau n° 2 : Les densités et répartitions de la population par ordre croissant en Août 2008 16

Tableau n°3 : Structure administrative de la commune Nyabiraba.....19

Tableau n°4 : Situation des salles de classe.....25

Tableaun°5 : Recensement du bétail en commune Mutambu, exercice 2000.....37

Tableau n°6 : Type de produits, lieu de vente et type d'acheteurs de certains ..... produits agricoles de la commune Mutambu 40

Tableau n°7 : Vivres achetés par les commerçants aux indigènes en territoired'Usumbura en 1946.....43

Tableau n°8 : Effectif des déplacés par commune d'origine.....58

Tableau n°9 : Les organisations non gouvernementales qui opérant en commune Mutambu..... ..67

Tableau n°10: Infrastructures scolaires endommagées par la crise en..... communeMutambu.....74

Tableau n°11 : Encadrement pédagogique : Activités réalisées par les..... directions durant l'année scolaire 1997-1998.....77

Tableaun°12:Organismes ayant aidé dans le domaine de l'enseignement et leurs réalisations en commune Mutambu.....83

Tableau n°13 : Abandons scolaires en commune Mutambu, 1999-2006.....85

Tableau n°14 : Mots Kirundi qui étaient inhabituels.....87

Tableau n°15 : Termes transformés à base des préfixes, radicaux ou suffixes..... d'origine des langues étrangères..... 89

Tableau n°16 : Nombre des démobilisés en commune de Mutambu par colline 96

Tableau n°17 : Variation du prix de la pomme de terre de consommation et de semences 98

LISTE DES CARTES **pages**

Carte 1: Localisation de la commune Mutambu dans la province de Bujumbura 7
Carte 2: Subdivision administrative de la commune Mutambu 9

RESUME

Depuis l'indépendance en 1962, le Burundi a été touché par des crises qui ont déstabilisé tous les secteurs de la vie du pays. Celle d'octobre 1993 a produit des conséquences sur la vie socio-économique notamment en pertes de vies humaines et la destruction des infrastructures sociales et économiques. Elle a aussi entraîné des phénomènes comme celui des déplacés, des refugiés, des regroupés et a déstabilisé l'économie du Burundi en général et celle de MUTAMBU en particulier.

Notre travail s'intitule « INCIDENCE DE LA CRISE POLITICO-ETHNIQUE DE 1993 SUR LA VIE SOCIO-ECONOMIQUE : CAS DE LA COMMUNE MUTAMBU DE 1993 A 2008.

Nous avons d'abord montré le contexte socio-économique de la Commune de MUTAMBU avant 1993 : Présentation générale de la zone d'étude, Evolution historique , Développement socio-économique avant 1993,etc.

Nous nous sommes ensuite intéressé à la crise d'octobre 1993 et ses conséquences en Commune MUTAMBU :Analyse Globale de la Crise, Débuts des affrontements, Développement de la guerre et conséquence immédiate de la guerre à MUTAMBU.

Notre étude a aussi porté sur le bilan social et économique de la crise d'octobre 1993 dans la Commune MUTAMBU. Cette étude a montré que la crise a occasionné la destruction des relations sociales entre la Commune MUTAMBU et MUKIKE, la désorganisation des activités scolaires et un impact négatif dans le domaine de la santé.

LISTE DES CARTES **pages**

Carte 1: Localisation de la commune Mutambu dans la province de Bujumbura 7
Carte 2: Subdivision administrative de la commune Mutambu 9

LISTE DES GRAPHIQUES **pages**

Graphique n°1 : Evolution du taux de Graphique 1réussite avant la crise de 1993 81
Graphique 2 : Evolution du taux de réussite pendant la crise 82

TABLE DES MATIERES **Pages**

DEDICACE ..... **i**
REMERCIEMENTS ..... **ii**
SIGLES ET ABREVIATIONS ..... **iii**
LISTE DES TABLEAUX ..... **v**
LISTE DES CARTES ..... **vi**
LISTE DES GRAPHIQUES ..... **vii**
RESUME ..... **viii**
TABLE DES MATIERES ..... **ix**
INTRODUCTION GENERALE **1**
1. CHOIX ET INTERET DU SUJET 2
2. QUESTION ET HYPOTHESE DE RECHERCHE 3
3. DELIMITATION DU SUJET 4
4. METHODOLOGIE DE TRAVAIL 4
5. ARTICULATION DU SUJET 5
CHAPITRE I : CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COMMUNE DE MUTAMBU AVANT 1993 6
A. PRESENTATION GENERALE DE LA ZONE D'ETUDE 6
1. La situation géographique de la commune 6
2. Aspects physiques 8
2.1. Les frontières de la commune 8
2.2. Relief, sols et végétation 10
3. Le climat et la pluviosité 12
4. Contexte démographique et socio-économique 15
B. EVOLUTION HISTORIQUE 17
C. LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE AVANT 1993 20
1. Le domaine social 21
1.1. Relations sociales 21
1.2. Domaine de la Santé 23

4. La répression de l'armée nationale sur la population restée sur les collines 64

D. LES CONSEQUENCES IMMEDIATES DE LA GUERRE A MUTAMBU 65

1. Création des sites des déplacés et des regroupés 65

2. La vie quotidienne pendant la crise 66

2.1. Les problèmes alimentaires et recours au PAM 66

2.2. L'hygiène 68

2.3. Les maladies et l'accès aux médicaments 68

3. Le rôle de Médecin Sans Frontières pendant la crise 70

4. Les pratiques religieuses pendant la crise 71

4.1. Les chrétiens catholiques 71

4.2. Les protestants 72

5. L'enseignement primaire et secondaire 73

5.1. Les destructions des infrastructures scolaires 73

5.2. La vie des enseignants 75

5.3. Les écoliers et les élèves 76

CHAPITRE III : BILAN SOCIAL ET ECONOMIQUE DE LA CRISE D'OCTOBRE 1993 DANS LA COMMUNE DE MUTAMBU 78

A. BILAN SOCIAL ET NOUVELLE FORME DE VIE 78

1. Destruction des relations sociales entre les Communes Mutambu et Mukike 78

2. Désorganisation des activités scolaires 79

2.1. Dégradation de l'enseignement 79

2.2. Le rendement scolaire pendant la crise 80

2.3. L'abandon scolaire 84

3. Incidence sur la santé 85

3.1. La santé mentale de la population 85

3.2. Naissance d'un vocabulaire nouveau 86

4. La prolifération des sectes 90

5. Naissance d'une jeunesse délinquante 91
6. La propagation du VIH/SIDA 92
7. Les victimes de la guerre 93
8. Nouveaux groupes sociaux 95
B. BILAN ECONOMIQUE DE LA CRISE 96
1. Effet de la crise sur l'agriculture et l'élevage 96
1.1. Effet sur l'agriculture 96
1.2. Effet sur l'élevage 100
2. Incidence sur le commerce 101
3. Diminution des échanges commerciaux 101
CONCLUSION GENERALE 103
BIBLIOGRAPHIE 105
ANNEXES 109

INTRODUCTION GENERALE

Depuis l'indépendance 1962, le Burundi est secoué par des crises liées aux conflits opposant les composantes de la société ; il s'agit surtout de celles de 1962, 1965, 1969, 1972,1988 et de 1993. L'origine de ces crises se trouve dans la problématique ethnique dans les institutions politiques du pays que d'aucuns qualifient d'héritage colonial. En effet, pour comprendre les habitants du Burundi, la colonisation belge a décidé de faire une étude ethnologique. Les résultats de ces recherches ont conduit à des préjugés et des jugements de valeurs ayant comme conséquence la division du peuple burundais.

Cet esprit divisionniste semé par le colonialisme au Burundi, est la cause d'un conflit « politico-ethnique »[1] et des événements sanglants qui endeuillent le Burundi depuis l'indépendance car avant l'arrivée des Européens, l'histoire du Burundi ne signale pas un conflit politico-ethnique.

Néanmoins, malgré la volonté du gouvernement de la troisième République de corriger les erreurs du passé en instaurant d'abord la charte de l'unité nationale puis la démocratie pluraliste, le Burundi va connaître, durant la décennie 90, le désordre et la désobéissance civile sans précédent, jusque même à l'assassinat du Président de la République NDADAYE Melchior.

Depuis cette date, le Burundi a plongé dans une guerre civile dont l'incidence sur la vie socio-économique de la population est grave. Comme toute forme de conflit en explosion, la crise politico-ethnique de 1993 a produit beaucoup de conséquences à savoir la mort de beaucoup de Burundais (plus de 300000 morts), des innocents pour la plupart, beaucoup de réfugiés et des déplacés.

La commune de MUTAMBU, située dans la province de Bujumbura Rural et qui faisait partie de l'ancienne chefferie de NYENAMA, est l'une des régions les plus durement touchées par la crise.

[1] Défini ainsi par l' «Accord d'Arusha pour la Paix et la réconciliation au Burundi » Août 2000, p.16

Elle a d'abord subi des destructions et massacres sur toutes les collines. En effet, avec l'irruption des bandes armées, la panique gagnant les esprits dans toutes les couches. D'un côté, les Tutsi et les Hutu partisans de l'UPRONA sont la cible des rebelles et de l'autre, les Hutu soutiennent les rebelles mais craignent la répression des forces de l'ordre.

Ensuite, la commune de MUTAMBU a été touchée pendant plus de dix ans par un climat d'insécurité et de troubles dans la vie politique, économique et sociale sans oublier un sentiment de peur et de méfiance dans les différentes composantes de la société.

Ainsi, vu les exactions de la guerre qu'a subie notre commune, nous avons jugé important de tenter de dégager un bilan des dégâts de cette guerre et leurs incidences sur la vie socio-économique en commune de MUTAMBU, d'où le sujet : «INCIDENCE DE LA CRISE POLITICO-ETHNIQUE DE 1993 SUR LA VIE SOCIO-ECONOMIQUE : CAS DE LA COMMUNE MUTAMBU (1993-2008)»

1. CHOIX ET INTERET DU SUJET

Le présent travail de recherche ne veut ni raviner des souvenirs pénibles qu'ont vécus les Burundais, ni non plus la thématique de réfugiés et rapatriés, mais il veut montrer le rapport qui existe entre ces différents phénomènes et tirer au clair, les conséquences qui en découlent. Ensuite ; vu que beaucoup de travaux ont été réalisés sur la crise de 1993 mais qu'il y a peu qui ont insisté sur les dégâts occasionnés par la guerre entre l'armée burundaise et les rebellions armées, nous avons voulu apporter notre contribution à la constitution d'une documentation sur la province de Bujumbura en général et la commune de MUTAMBU en particulier, une région pauvre en ressource documentaires.

Mais aussi nous voulons montrer à la face du monde et à ceux qui connaissaient MUTAMBU avant la crise, l'image actuelle de cette région et les changements socio-économiques qui ont suivi la crise. Enfin, MUTAMBU est une commune de notre région natale où nous avons vécu certains événements de cette période dure.

2. QUESTIONS DE RECHERCHE

Une guerre quelle que soit sa nature est d'une manière générale connue sous sa forme destructrice des biens matériels et dévastatrice des ressources humaines. C'est ce qui s'est passé pour le conflit burundais de 1993 en commune de MUTAMBU. La crise a entraîné des phénomènes comme celui des déplacés, indigents, morts, rebellions armées, etc.

Ainsi convient-il d'analyser comment la crise a affecté cette région, où les composantes de la société vivaient en entente avant la crise. De plus, nous voulons montrer comment les conditions de vie sociale et économique se sont considérablement détériorées durant la guerre. A ce niveau, nous sommes amenés à nous poser certaines questions auxquelles nous tenterons de répondre:

-Quelle était la situation socio-économique de MUTAMBU avant la crise de 1993?

-Comment la crise a-t-elle affecté la commune de MUTAMBU ?

-Quel a été le comportement de la société face à la crise ?

-Quel est l'impact de la guerre sur l'économie de MUTAMBU ?

3. DELIMITATION DU SUJET

Limites spatiales

Ne disposant pas de moyens requis pour étendre notre travail de recherche à l'ensemble du pays ou de la province BUJUMBURA, ce travail se limite sur la commune de MUTAMBU, une des neuf communes que compte la province de Bujumbura. Cette commune chevauche sur la grande partie de la région naturelle des MIRWA. Occupant le versant occidental de la crête Congo-Nil, notre commune est limitée à l'Est par la commune MUKIKE, au Sud par MUHUTA (commune de la province actuelle de RUMONGE), au Nord par NYABIRABA et KANYOSHA et à l'Ouest par KABEZI.

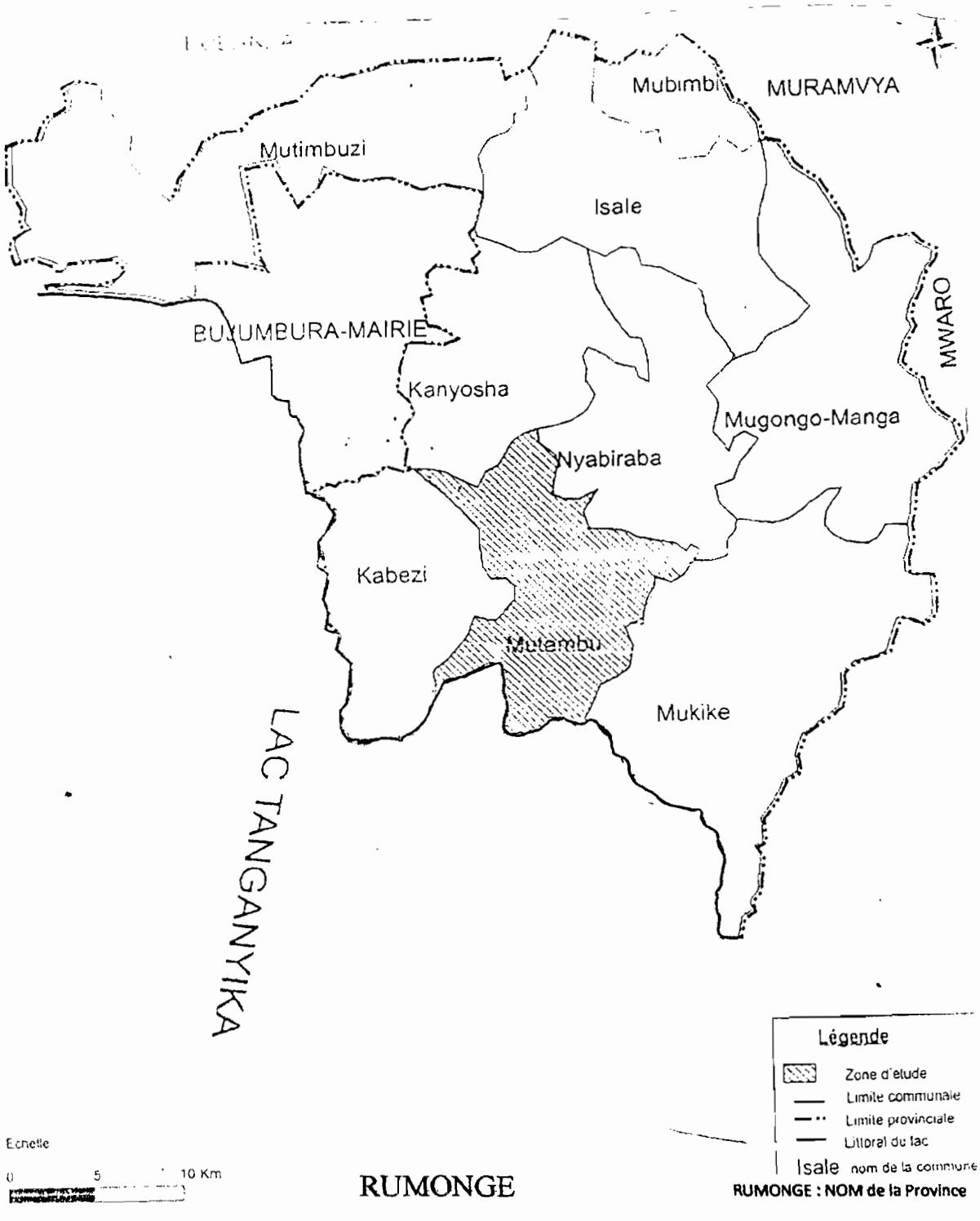
Limites temporelles

Bien que nous jetons un regard sur le passé concernant la situation socio-économique de la commune de MUTAMBU avant 1993, nous avons considéré l'année 1993 comme borne inférieure car c'est une année qui coïncide avec l' assassinat du Président Melchior NDADAYE et le début d'une guerre dévastatrice du jamais vu au BURUNDI. Quant à l'an 2008 marquant la borne supérieure de notre travail de recherche, il coïncide avec la signature des Accords de cessez-le feu du dernier mouvement armé burundais, PALIPEHUTU-FNL.

4. METHODOLOGIE DE TRAVAIL

Pour donner un caractère scientifique à notre travail de recherche, nous avons emprunté une certaine méthodologie. Nous avons d'abord consulté des ouvrages généraux, des thèses, des mémoires, des publications, bref des sources écrites pour comprendre les phénomènes politiques et socio-économiques.

Carte 1: Localisation de la commune Mutambu dans la province de Bujumbura



Source : ONUB ; Unité Bujumbura-Burundi, SIG, Novembre 2005.

2. Aspects physiques

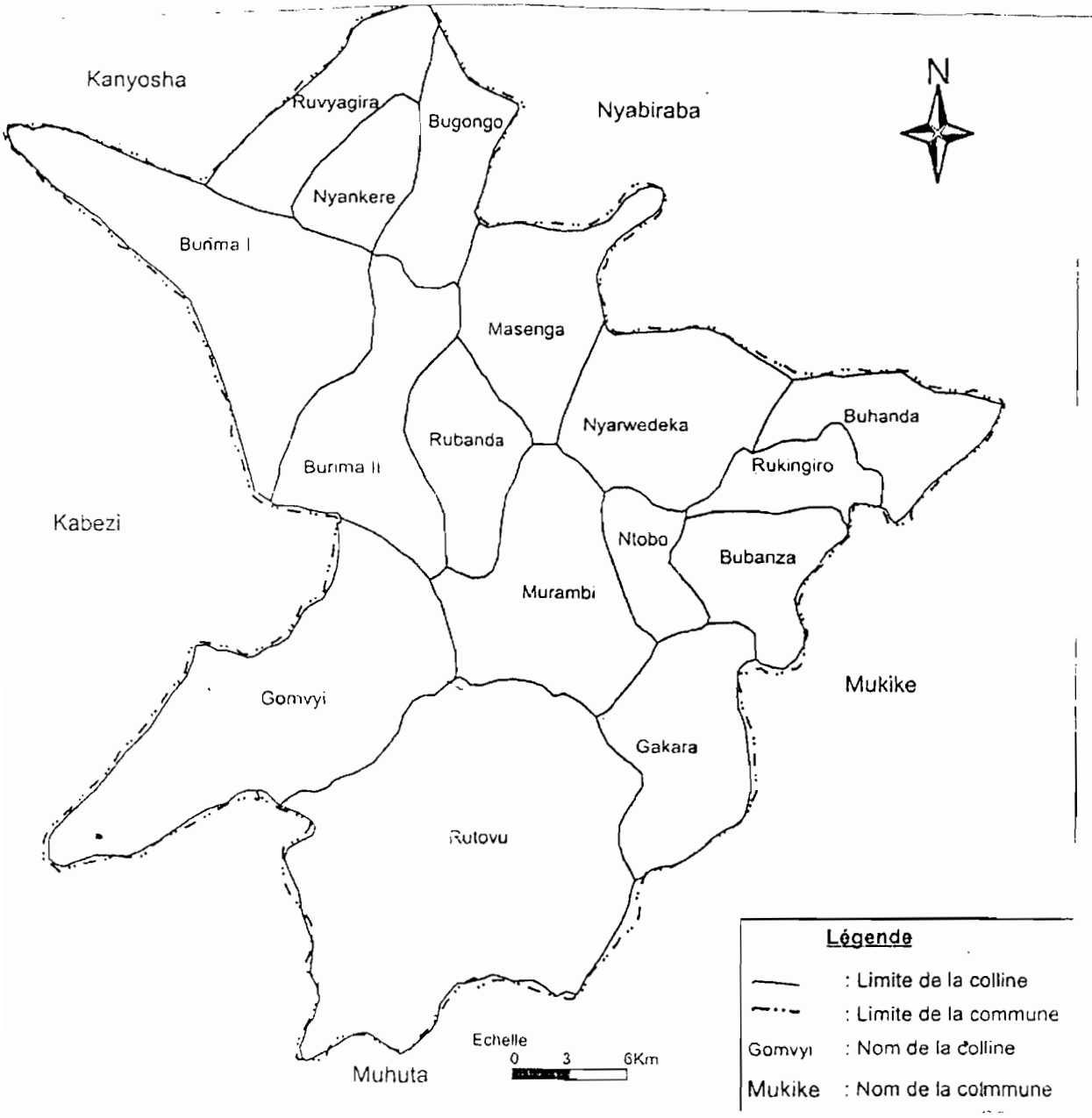
2.1. Les frontières de la commune

La commune de MUTAMBU est l'une des neuf communes que compte actuellement la province de BUJUMBURA. Située au Centre Ouest de la province, elle est frontalière avec la commune de KANYOSHA et NYABIRABA au Nord, la commune MUHUTA (Commune de la province RUMONGE) au sud, la commune KABEZI à l'Ouest et la commune MUKIKE à l'Est.

Par rapport à la ville de Bujumbura, le chef-lieu de la commune MUTAMBU est à 36 km par voie routière passant par GAKUNGWE-MUBONE dans la commune frontalière de KABEZI.

Cette commune a une superficie de 102,44 km^2. C'est une entité administrative subdivisée en zones, collines et sous-collines placées respectivement sous l'autorité des chefs de zones, chefs de collines et Nyumbakumi. La commune comporte deux zones, seize collines et 42 sous-collines.

Carte 2: Subdivision administrative de la commune Mutambu



Source : ONUB, Unité Bujumbura Burundi, SIG 2005.

2.2. Relief, sols et végétation

- **Le relief**

La commune de MUTAMBU fait partie intégrante de la zone des MIRWA, un des cinq grands ensembles topographiques du Burundi. Elle appartient en effet à une zone intermédiaire entre la plaine de l'IMBO et la crête Congo-Nil. Les pentes y sont très fortes, les vallées très encaissées et l'altitude élevée, variant entre 1000 et 2000m d'altitude environ.

« *Le relief est très tourmenté, parcouru par un grand nombre de rivières aux flots tumultueux et boueux lors des argiles. Des vallées encaissées séparent des collines regroupées. Leurs sommets sont coniques mais leur forme s'adoucit à l'approche des basses terres lorsque le versant est relativement long* ».[2] Le paysage est fortement accidenté, il prédomine une topographie des versants de regroupement et à sommet étroit en lames de couteau. Les pentes y sont très fortes et les versants sont entrecoupés par des vallées encaissées par des cours d'eau torrentiels. Les rivières les plus importantes dans cette commune sont : MUGERE, KARONKE, MYOGO et NYARUBENGA.

- **Les sols**

D'une manière générale, la majorité des sols de la commune MUTAMBU comme l'ensemble des sols des MIRWA, se caractérise par une fertilité excellente. Voici ce que dit BIDOU J.E à ce propos:« *L'altération de la roche-mère n'en est qu'à son début. L'acidité est presque nulle et la fertilité excellente.*»[3])

[2]BIDOU J.E.Géographie du Burundi, Paris, Hatier, 1991, p.88
[3]BIDOU J.E.Ibidem

Sur base de l'interprétation d'une carte de pédologie-planchette GAKARA de la commune MUTAMBU, les sols dominant d'après la classification (Institut des Etudes Agronomiques du Congo) sont les kaolisols ; il s'agit en effet des sols profonds avec horizon superficiel. Ils sont très riches en fer et humus, d'où leur nom d'hygroferrisols humiques.

Ainsi, notre région d'étude possède-t-elle des sols dont les qualités ajoutées à celle du climat des précipitations et du couvert végétal sont à mesure d'offrir des conditions favorables à une promotion agricole.

- **La végétation**

D'une façon générale, la situation végétale se dégrade au Burundi. Elle subsiste à des régions de faibles occupations humaines. Ce sont surtout les feux de brousse, la coupe du bois de chauffage ou de construction ainsi que la mise en valeur des terres qui ont fortement dégradé le couvert végétal du pays.

Dans notre région d'étude qui est la commune MUTAMBU, les pluies relativement élevées par rapport à l'IMBO y entretiennent une végétation plus ou moins importante. Celle-ci a pourtant disparu à cause de la crise et de l'action de l'homme. Seulement, 6% environ de la région est boisé. Il s'agit surtout de grandes surfaces plantées dans le cadre de la politique nationale de reboisement. Alors qu'avant 1993 la superficie de reboisement en commune MUTA MBU s'élevait à 2765ha, actuellement elle ne varie qu'entre 100 et 125 ha. D'autres superficies sont des domaines des cultures diverses.[4]

[4] Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement Département des forêts : état physique des boisements domaniaux et communaux province BUJUMBURA, commune MUTAMBU

Cependant, l'agriculture qui constitue depuis longtemps la principale source des revenues à Mutambu a été destabilisée par la guerre de 1993. D'abord, les champs ont été incendiés par les belligérants, il y a eu aussi l'abandon des propriètés surtout celles des familles Tutsi qui avaient fui la région depuis l'assassinat du Président démocratiquement élu NDADAYE Melchior, des hectares de bananéraies ont été coupé par les militaires dans leurs tactiques de la terre brûlée.

L'insecurité adonc perturbé l'activité agricole. En effet chaque année au mois de décembre on était habitué à cultiver mais pendant la période de la guerre sur les collines il n'y restait que des herbes. Le manioc, la patate douce, la banane, la colocase et d'autres produits agricoles qui étaient vendus à un prix normal sont devenus chers à cause de la guerre. Le tableau suivant peut nous montrer par exemple comment le prix de la pomme de terre a varié entre 1991et 2008.

3. Le climat et la pluviosité

Généralement le Burundi connaît un climat tropical humide et deux saisons : une saison sèche qui dure 3 à4 mois selon la région. La saison humide va de mi-août au mai avec une importante diminution des pluies observée en décembre-janvier : cette diminution varie selon les années et les lieux. Comme BIDOU le signale, « *La pluviosité augmente avec l'altitude, bien plus rapidement que sur le versant oriental de la crête. Ainsi à l'altitude égale, les stations de Mirwa sont bien arrosées.*»[5].La commune de MUTAMBU connaît deux nuances agro climatiques, à savoir le moyen MIRWA et le haut MIRWA contigu de la région naturelle de MUGAMBA. Dans la zone d'altitude intermédiaire, le climat est de type tropical humide tandis que dans la zone haute contiguë du MUGAMBA, le climat est de type tropical humide tempéré par l'altitude. Dans le MIRWA, la

[5] BIDOU J.E., op. cit, p.88

température moyenne annuelle varie entre 17°C et 23°C. La pluviométrie moyenne annuelle se situe entre 1100-1800 mm /an[6]

En se référant à la station GAKARA qui se situe en commune de MUTAMBU, soit à 3°25' de la latitude sud et 29°29' de la longitude Est, avec une altitude de 1955m, durant la période 1969 à 1977, nous pouvons avoir des précipitations sur la quantité des pluies et de leur variabilité.

[6] Politique Nationale de l'Eau ,2009

Tableau n°1 : Les précipitations en millimètres à la station de GAKARA (en Commune MUTAMBU) de 1969-1977

Mois / Année	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Total annuel
1969	267.7	156.3	158.1	154.4	19.0	24.9	0.5	21.1	88.2	174.3	107.6	201.1	1544.2
1970	200.6	173.1	262.9	267.4	87.9	22.6	22.2	25.5	23.2	71.3	204.7	189.9	1551.3
1971	199	162.6	124.4	395.5	263	14.2	2.5	87.7	168	376.5	448	316.8	2516.7
1972	273.5	264	297.5	343.6	220.5	182.6	21.9	33.3	73.9	253	486.7	460.6	2910.3
1973	329.1	190.6	218.1	291.4	200.8	21.6	0	22.7	200.8	195	177.2	107.2	1949
1974	194.9	166.5	161.5	365.8	362.6	89.6	54.7	23	81.3	105.9	218.8	106.2	1929.8
1975	228.4	132.7	233.8	238.7	76.4	9.5	23.9	11.8	165.8	190.5	74	195.2	1580.7
1976	176.1	247.8	235.2	266.1	228.8	32.5	67	131.2	178.9	274.6	241.8	421.5	2501.5
1977	307.7	268.8	356.4	416.5	230.3	29.6	2.5	84.4	101.9	53.3	180.9	97.3	2129.8

Source : Archives de l'IGEBU conservées à Gitega.

Cependant, ce tableau n'est pas très significatif car il y a manque de température mensuelle et annuelle qui pourraient aller de paire avec les précipitations.

4. Contexte démographique et socio-économique

La Commune de MUTAMBU, très densément peuplée, comptait en 2012 une population de 48359 habitants[7], soit une densité de 472 habitants au km^2 (310 au niveau national). Cette population était répartie en 9235 ménages .La population vit essentiellement de l'agriculture (90%) et se heurte malheureusement au manque d'intrants agricoles, au manque de débouchés qui stimulent sa production, aux aléas climatiques ainsi qu'aux maladies des plantes. On estime que 31% des ménages ont des exploitations agricoles d'une superficie moyenne inférieure ou égale à 0,25 ha.

Concernant la démographie, la population de la commune MUTAMBU est inégalement répartie comme c'est d'ailleurs le cas pour l'ensemble du pays.

Dans la commune de MUTAMBU, les différences de densité s'observent d'une colline à une autre. Certaines collines ont des densités plus élevées que d'autres. Le tableau suivant nous en donne un éclaircissement.

[7] PCDC MUTAMBU 2013

Tableau n° 2 : Les densités et répartitions de la population par ordre croissant en Août 2008

Colline	Superficie (ha)	Effectif le la population	Densité (hab/km^2)
1..GAKARA	594	665	111
2. BUGONGO	686	1423	207
3. RUTOVU	2239	6887	307
4. RUKINGIRO	380	1203	316
5. BUHANDA	623	2268	364
6. BUBANZA	440	1652	375
7. RUVYAGIRA	400	1586	396
8. NYANKERE	389	1619	416
9. NYARWEDEKA	450	1925	427
10. MURAMBI	709	3602	508
11. GOMVYI	999	5701	570
12. BURIMA II	532	3144	590
13. NTOBO	200	1189	594
14. RUBANDA	430	2878	668
15. BURIMA I	843	5650	670
16. MASENGA	830	2278	690

Source : Réalisé par nous-mêmes à base des résultats définitifs du recensement de la population et de l'habitat d'Août 2008 pour les effectifs.

D'après ce tableau, nous remarquons que les collines de BURIMA I, RUBANDA et MASENGA ont des densités qui dépassent 600 habitants par kilomètre carré tandis que les collines de GAKARA et BUGONGO en ont moins de 300 habitants par kilomètre carré.

Ces densités de la population par colline nous permettent de voir que la zone d'étude est fortement humanisée et mettent en relief l'occupation humaine dudit espace géographique.

B. EVOLUTION HISTORIQUE

Au Burundi, vers les années trente, les petites chefferies furent regroupées au cas où les autres furent attachées aux chefferies voisines. C'est à ce moment que les chefferies portant des noms des régions naturelles ou des rivières vinrent le jour.

Dans cette logique, la commune de MUTAMBU telle qu'elle se présente aujourd'hui, faisait partie de l'ancienne chefferie de l'IMBO-MUGAMBA. Actuellement elle est faite de deux anciennes communes GOMVYI et MUTAMBU.

La commune GOMVYI était formée d'anciennes sous-chefferies BURIMA et BUHAMA ayant une superficie d'environ 60 km^2. Concernant la commune MUTAMBU, elle est née de la fusion des sous-chefferies GASI et une partie de la sous-chefferie NYABIRABA composée des collines BUHINDA, KARAMA, KINYAMI, MASENGA, NYARWEDEKA, RUKINGIRO et VUMBIRO. Ces deux communes furent rattachées à la province MWISALE dépendant du territoire de BUBANZA. Cependant, avec la loi du 1er mars 1962, l'organisation territoriale changea.

Bien entendu, au terme de cette loi, les territoires étaient remplacés par les provinces alors que les anciennes provinces devenaient les Arrondissements.

Les communes GOMVYI et MUTAMBU restèrent à l'arrondissement de MWISALE en province de BUBANZA et ne connurent aucune modification.

Avec l'organisation du 1er septembre 1962, un arrêté loi promulgué a ramené le nombre de communes de 181 à 78 dans le but, semble-t-il, de les rendre plus valables économiquement et financièrement.

Les communes de MUTAMBU et GOMVYI fusionnèrent sous la dénomination de la commune MUTAMBU avec chef-lieu à GOMVYI. Cette nouvelle entité administrative resta attachée à l'arrondissement MWISALE lui-même détaché de BUBANZA et incorporé à la province de Bujumbura. Cette nouvelle province se composait de deux arrondissements et huit communes.

Les entités administratives subirent une nouvelle délimitation par le décret-loi n°1/029 du 25 septembre 1982. Les arrondissements en place devenaient des Provinces sauf trois : BUKIRASAZI, ISALE et MWARO. Ce dernier aura le statut d4une province en 1998 tandis qu'ISALE abrite le chef-lieu de la province Bujumbura-rural constitué par le territoire de l'ancien arrondissement d'ISALE auquel on a ajouté la commune de MUTIMBUZI.

Cette nouvelle réforme laissa intact les dimensions de la commune de MUTAMBU. Toutefois, une nouvelle commune de NYABIRABA est créée en 2001 par l'ordonnance ministérielle n°530/484 du 16/7/2001. Si nous analysons le tableau suivant, nous constatons que la commune NYABIRABA a été créée et agrandie au détriment des communes MUGONGOMANGA, KANYOSHA, MUKIKE et MUTAMBU.

Tableau n°3 : Structure administrative de la Commune NYABIRABA

COMMUNE	ZONE	SECTEUR	COLLINE	COLLINE D'ORIGINE
NYABIRABA	Nyabibondo	Nyabibondo	Nyabibondo	Kanyosha
			Bubaji	Mugongo-Manga
		Gasarara	Gasarara	Kanyosha
			Mbare	Kanyosha
	Nyabiraba	Nyabiraba	Nyabiraba	Mugongo-Manga
			Kinyami	Kanyosha
		Raro	Raro	Kanyosha
			Musenyi	Mutambu
	Matara	Matara	Matara	Mukike
			Mwumba	Mukike
		Kizunga	Kizunga	Mukike
			Mukonko	Mutambu
	Kigina	Kigina	Kigina	Mutambu
			Karama	Mutambu
		Mugendo	Mugendo	Mutambu
			Kinama	Mutambu

Source : Archives du Ministère de l'intérieur et de la formation civique

Comme nous le constatons, la commune MUTAMBU a cédé 6 collines dont KARAMA, KIGINA, KINAMA, MUGENDO, MUKONKO ET MUSENYI.

En plus de ce rétrécissement territorial, notre région d'étude a perdu aussi sur le plan économique et social. En effet, pour ce qui est de l'économie, il faut noter que c'est sur ces collines cédées à NYABIRABA que la commune MUTAMBU comptait pour la culture du thé. C'est également cette région qui fournissait le bois pour le chauffage.

Au point de vue social, des effectifs non moins considérables des populations sont passés de la Commune MUTAMBU à la Commune NYABIRABA sans oublier les infrastructures sociales qui s'y trouvaient : les écoles primaires de GASI et de MUGONGOMANGA ainsi que le centre de santé de GASI. Mais, cela n'est pas un problème majeur car lesdites infrastructures sont ouvertes aussi bien pour les habitants de NYABIRABA que pour les habitants de MUTAMBU.

C. LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE AVANT 1993

La Commune de MUTAMBU a le grand avantage d'être à proximité de la capitale du BURUNDI, BUJUMBURA. Le barrage et la centrale hydroélectrique de MUGERE sont en outre érigés dans cette Commune. Malgré ces deux atouts économiques importants, elle reste parmi les communes pauvres et les moins développées du pays. En renforçant l'«autopromotion» des collines et la gouvernance des communes, on pourrait améliorer la situation économique de cette Commune.

La proximité de la capitale burundaise, où le pouvoir d'achat est relativement élevé, devrait faciliter l'écoulement des produits de la Commune, mais il y a un problème d'enclavement.

La pauvreté, qui reste importante dans la commune, touche actuellement toute la population. Les groupes les plus vulnérables sont les veuves et les orphelins, les vieillards et les jeunes. Cela contraste avec la situation d'avant 1993.

A l'époque, les jeunes pouvaient facilement aller travailler en ville et rapporter leurs revenus dans les ménages. La commune se plaçait parmi les premières du point de vue de la sécurité alimentaire, de l'habitat et de la santé. L'insécurité qu'a connue l'ensemble du pays a frappé encore plus sévèrement la commune de MUTAMBU.

1. Le domaine social

1.1. Relations sociales

Avant la crise de 1993, comme tous les informateurs l'affirment, les Bahutu et les Batutsi de la commune de MUTAMBU vivaient et cohabitaient pacifiquement. SENDENDE dit qu'«*Avant la crise, la population n'avait aucun problème car les Bahutu, les Batutsi ainsi que les Batwa de notre commune se reconnaissaient dans une communauté de langue, la même sagesse, et même religion. Vraiment aucune chose ne pouvait séparer ces trois ethnies. Même la crise de 1972 n'a pas atteint notre région. C'est surtout depuis la mort de Melchior NDADAYE que les relations entre les Hutu et Tutsi ont commencé à se dégrader.*»[8]

Ici, il est essentiel de souligner que cette entente avait des fondements historiques et politiques de longue date. En effet, l'institution de Bashingantahe jouait un rôle primordial et cela depuis très longtemps. Historiquement les populations de la commune de MUTAMBU étaient fort bien encadrées depuis l'aube des temps par les Bashingantahe. Ces derniers étaient des arbitres impartiaux et respectés qui rendaient la justice et faisaient régner l'ordre au sein de la population. Selon MVUYEKURE,

« *L'institution était donc un facteur de cohésion sociale, de maintien de l'ordre et de la régulation des conflits, de réconciliation des personnes (ugutatura abatase). En d'autres termes, c'est vraiment une institution par laquelle la*

[8] E. SENDENDE, 66ans, Cultivateur, GITABA, Mai 2014

société pouvait gérer et dissiper les conflits qui naissent en son sein, elle a rétablit l'équilibre social et nous ne pouvons pas oublier que cette institution a garanti la sécurité et la paix dans notre milieu. C'est elle qui aidait dans le partage de l'héritage jusqu'à même à la fixation des limites de terrains et aux contrats, ainsi de suite.»[9]

Politiquement, l'institution des Bashingantahe restait donc le bras droit de l'autorité administrative dans le maintien de l'ordre et de l'unité au sein de la population. La fonction caractéristique des Bashingantahe aux yeux du public, était celle des juges. Les Bashingantahe avaient donc le devoir d'instruire et de trancher les palabres. Les Bashingantahe constituaient donc un pilier essentiel du système politique de MUTAMBU de la colline jusqu'au tribunal.

Un autre fondement qui explique le maintien des bonnes relations sociales avant 1993 est l'«Ubugabire.»Certains auteurs ont tenté de donner une définition aux rapports sociaux d'Ubugabire : Selon NDORERAHA; « *l'Ubugabire était un système d'échange volontaire fondé sur l'amitié, la réciprocité* » [10] Pour MUKURI M. « *l'Ubugabire vient du mot kugaba qui signifie faire cadeau d'une vache ou d'un autre objet à un solliciteur. Celui qui reçoit un cadeau est un Umugabirwa ou Umuhutu. Le bien donné porte le nom d'Ingabire tandis que le donateur s'appelle Shebuja. L'Ubugabire est donc l'état de celui qui a reçu l'Ingabire, il unit le Shebuja et son Mugabire.*»[11]

Ainsi, relève-t-on dans notre région d'étude deux formes d''ubugabire. Il s'agit de la forme verticale ou politique quand ces rapports sociaux unissaient deux personnes différentes au niveau hiérarchique. Cette forme se faisait de la base au sommet. C'est pourquoi elle est appelé verticale : bien contre service rendu.

---

[9] J. MVUYEKURE, 67ans, un Notable, BURIMA I, Mai 2015

[10] D.NDORERAHA, Ubugabire au Burundi et l'interdépendance économique : essai d'interprétation, Mémoire, Bujumura, UB, 1988, p.99

[11] M. MUKURI, Histoire socio-économique du Mugamba-sud (fin 19è s-1943), Mémoire UB, 1978, p.30

Il y a là aussi une forme socio-économique ou horizontale qui se faisait dans le but d'échanger les produits complémentaires entre les populations paysannes. C'est cette forme qui a beaucoup caractérisé certaines populations de MUTAMBU dans le but d'échanger les produits dont elles avaient réciproquement besoin.

En plus de l'Ubugabire, nous pouvons mentionner des biens fondés sur le mariage(Ubukwe), les biens fondés sur le voisinage et consistant soit en échange de cadeaux lors des fêtes(Guterera) soit en invitation collective à venir boire de la bière (Gutumira) soit en travaux agricoles exécutés en commun (Ikibiri).

Cependant, avec la crise de 1993, ces relations se sont dégradées. Certains auteurs sont allés plus loin en qualifiant par exemple le système d'Ubugabire d'un système féodal des riches pasteurs sur les pauvres agriculteurs, ce qui était une propagande de la haine entre les composantes de la société burundaise.

1.2. Domaine de la Santé

Dans le domaine de santé, la situation était déplorable en 1993 jusque même en 2001. La commune ne disposait que deux centres de santé notamment le centre de santé de KUNYAMUZi et le dispensaire de KARINZI. Ce dernier a été inauguré le 12 juillet 1973 par les sœurs de Marie de Schoënstatt et va se transformer en mini-hôpital quelques années plus tard. Depuis ce moment-là, ce sont les sœurs qui s'occupaient de la santé des populations de la commune de MUTAMBU et des communes voisines. Leur œuvre a continué jusqu'au 1/5/1997, date marquant la mort d'une de ces sœurs qui a vu son véhicule sauter sur une mine alors qu'elle provenait de Bujumbura à la recherche des médicaments. Sa disparition tragique a contraint l'équipe qui restait à regagner leur siège à MUTAMBU. Leur départ a provoqué des problèmes majeurs sur la population en matière de santé ; il sera comblé par une relève des militaires burundais jusqu'en 2000.

Dès lors, c'est Médecins Sans Frontières, une Organisation Non Gouvernementale (ONG) suisse qui va s'occuper de la santé des populations. Le plus grand nombre du personnel était constitué d'aides-soignants non qualifiés.

Ainsi, est-il évident que le secteur de santé à MUTAMBU accusait des lacunes. Quand un malade avait besoin de voir un médecin, il était obligé de parcourir une distance assez longue.

En plus, certaines maladies exigent des hôpitaux bien équipés matériellement avec un personnel qualifié, il était alors compréhensible que si un malade était gravement malade on le transportait vers les hôpitaux de Bujumbura.

Aujourd'hui trois autres centres de santé ont été inaugurés en commune de MUTAMBU pour favoriser les soins de santé. Il s'agit notamment des centres de santé de BURIMA, KARINZI et MUKONKO. Cependant, le problème de manque du matériel adéquat reste remarquable.

1.3. Le système éducatif

L'éducation en commune de MUTAMBU se portait mal dans les années 1993. Cela s'explique par le manque d'infrastructures, la culture burundaise et certaines crises. De prime abord, le sous-équipement en infrastructures sociales constituait un problème particulier dans le domaine de l'enseignement du fait que les élèves devaient parcourir de longues distances pour arriver à l'école à cause d'un manque de salles suffisantes.

Jusqu'en 1992, la commune MUTAMBU comptait 7 écoles réparties en deux directions scolaires (GASI et KARINZI). La Direction de GASI comprenait 4 écoles à savoir : GASI, BURIMA, RUVYAGIRA et MUKONKOII tandis que la Direction de KARINZI contrôlait 3 écoles : KARINZI, RUTOVU et KIVUNGWE. Le tableau suivant peut nous le montrer.

Tableau n°4 : Situation des salles de classe

Direction	Ecole	Nombre de salles de classe	N	TB	B	A	M	TM
Karinzi	Karinzi	6	6					
	Kivungwe	6		3		3		
	Rutovu	6		6				
Gasi	Gasi	12	6				6	
	Burima	6				6		
	Ruvyagira	6				3		
	Mukonko II	6				6		3
Total	7	48	12	9		18	6	3

Source : construit par nous-mêmes a partir des données du rapport annuel du canton Kabezi 1991-1992

Légende :

N : Nouvelle

TB : Très Bon état

B : Bon état

A : Assez bon état

M : Mauvais état

TM : Très Mauvais état

D'après ce tableau, il est évident que ce nombre peu élevé d'écoles était loin de satisfaire aux besoins de la commune. Avec les 7 écoles que comprenait la commune Mutambu avant la crise, nous avons un effectif de 48 salles de classe dans toute la commune.

Etant donné que la population s'accroît chaque année, une telle situation n'a fait qu'aggraver le phénomène de surpopulation dans les classes et a fait que les élèves abandonnent les écoles du fait qu'ils devaient parcourir de longues distances pour rejoindre leurs établissements respectifs.

Un autre défi à l'éducation est la culture ou la mentalité burundaise considérant une fille comme un être humain destiné à travailler au foyer. Collectif des Associations et ONGs féministes du Burundi (CAFOB) a fait savoir que « *dans le temps passé, les femmes n'avaient pas le droit de prononcer une parole en présence des hommes, ne perdaient pas du temps à s'amuser. Par contre, leur loisir était de faire la propreté et les travaux ménagers, les filles n'avaient pas de relations efficaces avec les garçons car elles étaient tellement sous-estimées qu'on disait : Umukobwa ntamwana (une fille n'est pas un enfant). Elle devrait rester à la maison pour effectuer les travaux ménagers d'où est venu la dénomination Umuzezwanzu (la responsable des travaux ménagers)*»[12]

Suite à cette culture on remarque qu'au Burundi en général et à MUTAMBU en particulier, les filles n'étaient pas favorisées pour accéder à l'éducation scolaire d'où l'éducation se portait mal dans la commune. Cependant les filles sont aussi brillantes, voire plus que les garçons mais jusqu'à nos jours elles ne fréquentent pas non plus équitablement l'école que les garçons. Dans le secondaire comme à l'université, leur présence est nettement plus faible. Ceci s'explique par le fait qu'elles ne veulent pas rester plus longtemps à l'école mais elles se précipitent pour faire le mariage.

Une autre cause qui explique le mauvais fonctionnement du système éducatif à MUTAMBU dans les années 90 est la crise de 1972. En effet, bien que cette crise n'ait pas eu des effets néfastes sur les infrastructures sociales dans notre région d'étude, on remarque qu'elle a provoqué un taux de scolarisation plus bas.

[12] Site : http:// www.ppbdi.com/indx.php/ubumwe/imib consulté le 23 avril 2015

Les élèves qui étudiaient dans les écoles secondaires à régime d'internat n'ont pas pu continuer leurs études de peur d'être tués voici ; ce que nous dit à ce sujet NTAHOMVUKIYE :

« *Dans les années 1972 et 1973, il était difficile de se rendre à l'école. Mes parents, après avoir entendu les troubles qui régnaient dans le pays, ils ont eu une peur panique. En effet, pendant cette période, plusieurs Hutu qui étudiaient dans les écoles à régime d'internat ont été tués. Ceux qui ont échappés sont ceux qui ont fui vers le Rwanda. D'autres se cachaient dans les plafonds lors des massacres. Mais aussi il y a vraiment des Tutsi d'un bon cœur qui ont sauvé la vie de plusieurs élèves en les cachant chez eux.*»[13]

Notons qu'à cause de destruction des infrastructures éducatives pendant la crise de 1993, nous avons manqué des données d'archives dans l'inspection communale de l'Enseignement.

1.4. La vie religieuse

1° L'adhésion au Catholicisme

Au Burundi, l'adhésion au catholicisme a réussi grâce à deux instances : les missions et les institutions locales de conversion. La première préoccupation des missionnaires en effet, fut la création des missions. Julien GORJU, premier Evêque du Burundi de 1962 à 1937 avait l'objectif de rependre des postes de missions partout : «*Veuillez à rependre les missions de sorte que nulle portion du territoire qui vous est confiée ne soit privée de la prédication de l'évangile... ; ainsi donc, annonce toujours plus loin par étape, établissez nos missions en des lieux déterminés jouant le rôle de centre.*»[14]

[13] S. NTAHOMVUKIYE, 59ans, Catéchiste, RUBANDA, Juin 2014

[14] J. Golgu, cité par F. MUBONE, évolution socio-économique de la commune GISOZI de 1960 à nos jours, Bujumbura, UB ,FLSH, Mars, 2008, p.25

Dans notre région d'étude, tout commence en 1967 avec la création de la paroisse KARINZI par l'œuvre de deux pères blancs belges, Stéphane WALLEYN et Paul BAGEIN. Depuis cette année à nos jours, les succursales se sont multipliées jusqu'à dix d'où l'adhésion massive de la population de MUTAMBU au catholicisme.

En plus de cela, les adhésions massives étaient dictées par la foi et le souci de bénéficier des services divers (enseignement, santé, métier,...) offert par les missionnaires.

Par la suite, la suivi des fidèles innombrables s'annoncèrent dans notre localité comme ailleurs très difficile suite à l'insuffisance des missionnaires. La solution palliative consiste finalement en la création d'institutions locales d'évangélisation à savoir celle des catéchistes et celle des Banyenama (Bajenama). Les catéchistes sont donc des auxiliaires indigènes. Ils enseignaient le catéchisme aux enfants dans les centres Yaga-Mukama. Ils sont aussi responsables de la formation des aspirants au baptême.

Hier comme aujourd'hui, les catéchistes célèbrent la messe en l'absence des prêtres dans nombreuses succursales.

A propos de l'institution des Banyenama, PERRAUDIN les considèrent comme «*De bons chrétiens qui, par leur fidélité à la foi de l'Eglise, par leur aciduité à la réception des sacrements peuvent prêcher d'exemple aux autres Barundi.* »[15]

Ils aidaient aussi les catéchistes dans le recrutement des nouveaux postulants, apportaient des malades à la mission pour recevoir des sacrements et les différends entre chrétiens dans le ménage.

[15]C. PERRAUDIN, Naissance d'une église. Histoire du Burundi chrétien, Bujumbura, Presse Lavigerie, 1963, p.169

En fait les catéchistes et le Banyenama étaient dynamiques dans tout le pays en général et en particulier à MUTAMBU où les autorités administratives étaient derrière l'œuvre de l'évangélisation.

2° L'évangélisation protestante

L'évangélisation protestante s'était arrêtée généralement avec le départ des allemands en 1916.[16]Emile MWOROHA dira qu'«*En 1960, il y avait moins de 20% de la population qui était protestante qui appartenaient à plusieurs Eglises comme l'Eglise du 7è jour.*[17]Les protestants ont alors réapparu vers les années 1980.

Cependant, suite à leur détermination et leur persévérance, les protestants ont continué leur mission. Actuellement ils gagnent considérablement de l'influence dans notre commune.

3° Le culte de la religion traditionnelle

Au Burundi, le culte de la religion traditionnelle possède deux principales caractéristiques «Kubandwa » et «Kuraguza.»

Emile MWOROHA nous parle du personnage central de «Kubandwa » : « *la religion des Grands Lacs connaît l'expansion d'un culte initiatique marqué par des séances collectives de possessions qui s 'adresse à un panthéon d'esprit appelé «IMANDWA», hiérarchisé autour d'une figure centrale qui prend au Burundi le nom de Kiranga.»*[18]

Selon les Archives de la Paroisse KARINZI, dans la commune de MUTAMBU, le culte de Kubandwa a persisté jusque dans les années 1990 bien que la civilisation occidentale l'ait combattu énergiquement.

---

[16] C. NDAYIZIGA, BARANYANKA et la chefferie de NKIKO-MUGAMBA, FLSH, Buja, 1987, p.100

[17] E. MWOROHA, Développement et problématique du renouveau culturel au Burundi. Au Cœur de l'Afrique, 1976 n°3, p.107

[18] Idem p.109

Ceci s'explique par le fait que certaines gens ne mettaient pas confiance en la religion nouvellement venue, le christianisme.

En ce qui concerne le culte de «Kuraguza», les gens en situation de malheurs recouraient aux devins-guérisseurs pour connaître leurs causes et recevoir un médicament éventuel. Ainsi, malgré les efforts fournis par les missionnaires en passant par les catéchistes et les Banyenama pour interdire aux chrétiens de recourir aux devins, le culte de Kuraguza reste même actuellement pratiqué par beaucoup de gens de MUTAMBU, «*Cela est causé par le manque de confiance des gens car depuis longtemps quand une personne est malade il pense que c'est peut être ses voisins qui l' auraient empoisonné. D'autres y vont parce qu'ils veulent avoir de la chance (Urusango).*»[19]

D'une manière générale, nous constatons la superposition des croyances dans notre région d'étude. A cette idée, GAPARANYI dit ceci : «*Il n'y pas de moyens de déraciner les croyances plusieurs fois séculaires. En voulant chasser le traditionnel, il vous revient au galop. La religion chez les convertis constitue un moyen de refuge dans la situation d'anxiété. Le matin à la messe, le soir chez le devin. Les gens qui baignent dans leurs propres croyances ne sont pas athées, ils sont déistes.*»[20]

2. L'économie

2.1. L'agriculture et l'élevage

2.1.1. L'agriculture

Comme d'aucuns le savent, l'agriculture est la base de toute activité économique au Burundi. Elle occupe et nourrit à elle seule la quasi-totalité de la population.

[19] S. NTAHOMVUKIYE, 59ans, Catéchiste, Rubanda, Juin 2014

[20] G. GAPARANYI, Catholicisme et Religion traditionnelle au Burundi, UB, FLSH, Mémoire, Buja, 1985, p.76-77

Ainsi, les obstacles à une production agricole entraînent automatiquement des effets sur la population. L'agriculture est aussi un moteur de développement puisque son amélioration entraîne l'amélioration du revenu par tête, et par conséquent l'amélioration de la qualité de la vie.

La production alimentaire de la Commune de MUTAMBU est surtout constituée des cultures pérennes (manioc et bananes); à cycle saisonnier (haricot, le maïs) et d'autres cultures (la patate douce, pomme de terre, les légumes, les arbres fruitiers, tomates, les oignons etc.)

- **Les cultures pérennes**

Quand on parle de cultures pérennes, il faut bien comprendre qu'il s'agit tout simplement des cultures qui vivent plusieurs années. Il s'agit surtout du manioc et de la banane. Ce sont ces cultures qui font le pilier de l'économie de la Commune de MUTAMBU. Par cet effet, on les rencontre presque partout sur la superficie de commune et celui qui en pratique se sent sécurisé sur le point de vue alimentaire.

✓ **Le manioc**

Le manioc, culture de provenance américaine, a été intensifié au Burundi sous la colonisation belge. Il a joué un rôle capital lors des périodes de disettes et de grandes famines spécialement pour les gens de MUGAMBA qui avaient connu périodiquement ce problème et qui avaient comme zone de ravitaillement la région des MIRWA.

Ainsi, dans ce but, le Résident Ryckmans avait préconisé parmi les solutions, l'intensification de la culture du manioc et de la patate douce. Déogratias NSAVYIMANA le confirme dans sa thèse de doctorat : «*Aux cultures saisonnières (haricot, maïs, sorgho, pois) très sensible à l'irrégularité des pluies devaient s'y ajouter à l'alimentation des indigènes ; la patate douce et la manioc, plus résistant à un régime des pluies capricieux et à une saison sèche*

plus longue»[21].Bien entendu c'est dans ce cadre que le manioc sera vulgarisé dans notre région d'étude et constitue actuellement un des aliments de base de la population de MUTAMBU malgré la menace de mosaïque (maladie qui attaque les feuilles et les bourgeons en perturbant le processus de la photosynthèse) pou cette culture. Cette plante a toujours fait l' objet d'un commerce important au niveau du pays en général et dans la commune de MUTAMBU en particulier du fait que depuis longtemps elle a animé un courant d'échange entre le Burundi et les pays limitrophes et surtout entre la commune MUTAMBU et les communes voisines se trouvant dans la région de MUGAMBA comme la Commune MUKIKE.

A part la consommation familiale, les producteurs peuvent donc vendre le manioc pour se procurer d'autres besoins de première nécessité.

Il est essentiel de ne pas oublier que cet aliment est vendu sous plusieurs formes : vente directe à la parcelle de la production; vente des racines fraiches dans le champ ou au marché ; vente de chikwage (ubuswage, uburobe, ububamo ou ubutsima); vente de farine et de feuilles (isombe).

Selon les producteurs, le manioc a des atouts qui font que cette plante soit admirable dans la commune de MUTAMBU. Voici ce que dit MINANI cultivatrice du manioc : «*Le manioc donne une production plus élevée et de plus se conserve mieux dans le sol pendant longtemps. Imaginez-vous on peut laisser le manioc dans le sol pendant 5 ans ou plus. De plus c'est une plante qui donne plusieurs formes de produits. Par exemple, ubuswage, ubugari, isombe, imihekenye, et imihuba. De plus cette plante aide dans la fabrication de la bière appelée Kanyanga. Vraiment c'est une plante de qualité.*[22]

[21] D. NSAVYIMANA, Les Mobilisations de la Force de Travail au Burundi sous le mandat Belge (1920/1940), Thèse de Doctorat, UCL, 1989, V_1, p.91

[22] C. MINANI, 55ans, Cultivatrice, Giheta, Juin 2014

De ce fait, le manioc reste une culture de grand rôle alimentaire et commercial. Cependant, cette elle connaît une chute dramatique à cause de la mosaïque, qui entraine une mauvaise production.

✓ **La banane**

La banane, culture occupant une place de choix dans la société burundaise en général et dans la commune MUTAMBU en particulier, fut introduite en Afrique de l'Est à partir du commencement de l'ère chrétienne. Cette plante est cultivée tout près des enclos. Les bananiers sont souvent cultivés en association avec d'autres cultures (colocases, patate douces, haricot, maïs, pili-pili,...)

Il existe deux types de bananes. D'abord, la banane à bière destinée à la fabrication de la bière (Urwarwa ou Insongo). La vente de la banane dont les prix varient selon la taille du régime et selon les années constitue une source de revenu non moins importante pour la population. La bière à la banane est produite à partir des bananes, mélangées à de l'eau qui sera fermentée avec une sorte de sorgho (Imponda) pendant un ou deux jours.

Ainsi, il importe de distinguer deux catégories de fabricants : ceux qui font de la bière pour leur propre consommation au sein des familles et ceux qui en fabriquent pour la commercialisation. Concernant la fabrication de la bière pour la consommation, nous remarquons qu'elle est consommée à l'occasion des fêtes et constitue un élément important de bien social. Pour les seconds, après la fermentation, la bière est remplie dans des bidons et acheminée vers des cabarets pour être vendue en vue de la commercialisation.

Dans les années 1990, une bouteille de 72cl était vendue à 15fbu pour la deuxième qualité (Urwarwa) à 30fbu pour la première qualité (Isongo). Chez les commerçants, la bière de banane pouvait être bénéfique comme l'affirme MANIRAKIZA : «*Dans les années 1990, la bière de banane était bénéfique parce que l'on avait beaucoup de clients. Ce n'est pas comme aujourd'hui où il*

y a beaucoup de protestants. A cette époque, je pouvais vendre 5 bidons ou plus par jour et je pouvais rationner la famille.»[23]

Dans cette catégorie nous avons une sorte de banane mûre qui est vendues sous forme de fruit (Imihwi) et qui fait l'objet d'un commerce interne sur les marchés locaux et sur les marchés de Bujumbura. D'ailleurs plusieurs commerçants de ce fruit préfèrent descendre en ville à pied pour en tirer un grand bénéfice.

Nous avons ensuite un autre type de banane plantain (à cuire ou Igisahira) qui est cultivé surtout dans le but de la consommation familiale ou la commercialisation.

La banane a donc une grande importance pour la population burundaise en particulier celle de MUTAMBU d'où elle devrait avoir un entretien particulier pour un rendement meilleur. Cependant, peu de choses sont faites par l'administration pour favoriser cette culture. De plus une maladie plus grave surnommée RUHONYABITOKE a fait rage à MUTAMBU surtout les collines BURIMA et KIVUNGWE d'où la disparition progressive de la plantation des bananerais.

- **Les cultures à cycle saisonnier**

Les principales cultures à cycle saisonnier à retenir dans notre milieu sont le maïs, le haricot, l'arachide. Il s'agit des cultures pouvant être récoltées deux fois par an. Ces cultures sont souvent associées à plusieurs cultures pour que le cultivateur en tire un maximum de profits des espaces disponibles. Trois plantes ou plus peuvent être associées dans un même champ. Malgré toutes ces stratégies de la population, la production reste insuffisante à MUTAMBU.

[23] M. MANIRAKIZA, 40ans, Vendeuse de la bière, Gitaba, Juin 2014

A part les plantes que nous avons déjà cité, d'autres cultures vivrières dont la liste n'est pas exhaustive entre autre : les patates douces, les colocases, la pomme de terre, le petit pois, le palmier à huile, les légumes (choux, carottes, aubergines, oignons, poreaux, tomates...), les arbres fruitiers (avocatiers, manguiers, oranges etc.) sont pratiqués à MUTAMBU.

Les cultures occupent une importance secondaire à MUTAMBU. Pour la plupart, celles qui ne sont pas associées à d'autres cultures, constituent de petites exploitations. On pourrait se demander pourquoi la patate douce ne fait pas partie des cultures de base à MUTAMBU. La réponse est que dans cette commune les habitants préfèrent beaucoup la culture du manioc par rapport à la patate douce jugée peu rentable sur le plan communal. Cependant la patate douce est cultivée dans les régions proches de MUKIKE où le manioc ne pousse pas.

- **Les cultures de rente**

A travers tout le pays, les cultures commerciales sont : le café, le thé, le coton, la canne à sucre, le tabac, le palmier à huile, le quinquina, le thé et le canne à sucre dans une moindre mesure.

Presque toutes les familles disposent des caféiers. Ceux-ci sont cultivés sur des espaces libres et non dans les bananeraies. Par rapport à d'autres cultures, le café bénéficie d'un contrôle régulier de la part des autorités administratives depuis son introduction au Burundi.

Quant à son importance économique et sociale pour le commerce, elle constitue la principale source de revenu pour la population car il est le produit exporté en grande quantité par les agriculteurs de MUTAMBU et sources de devises pour la commune.

Concernant le quinquina, plante dont l'exploitation donne lieu des quinines, elle a été introduite à MUTAMBU par une compagnie privée hollandaise. Cette compagnie était bénéfique aussi bien pour l'Etat que pour la commune du fait qu'avec les devises reçues, l'Etat augmentait ses capacités économiques et au niveau communal, les habitants trouvaient de l'emploi. Cependant, cette culture est en disparition à cause du manque de suivi.

Quant au palmier à huile et au thé, nous ne pouvons pas faire des détails du fait que pour le palmier à huile, l'huile produite sert prioritairement à la consommation familiale et rarement à la commercialisation du fait que cette plante se trouve éparpillée dans les bananeraies. Pour le thé, il s'agit d'une plante qui était exploitée dans la partie orientale de MUTAMBU qui remplissait les conditions climatiques pour cette plante. Cependant, cette partie est passée de la commune MUTAMBU à la commune NYABIRABA.

2° L'élevage

Cultivateur, le paysan burundais est aussi éleveur de bovins, de caprins, des ovins et d'autres petits élevages. En commune MUTAMBU l'élevage est certes pratiqué, mais le gros bétail reste marginalisé. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette marginalisation.

D' une part, MUTAMBU est une commune située dans une zone caractérisée par de fortes pentes. Ainsi est-il difficile de pratiquer l'élevage du gros bétail dans cette région. Cependant certains ménages disposent quelques têtes de bétail et surtout des taurillons. La population de MUTAMBU monte à RWIBAGA (MUKIKE) ou à TORA (MUGAMBA) deux communes réputées pour l'élevage des bovins et, arrivés à MUTAMBU, les bœufs sont élevés pendant une période de plus ou moins trois mois pour être engraissés et deviennent des taureaux d'où ils seront abattus plus tard pour le commerce de la viande.

D'autre part, à MUTAMBU, il y a un manque de pâturage à cause des mécanismes d'érosion et du développement des cultures vivrières. En effet, la cause de ce développement des cultures vivrières se justifie par la fertilité des sols de MUTAMBU. Les cultivateurs ne font pas recours à l'utilisation du fumier pour la culture de toutes les plantes. Certaines plantes comme le manioc, la colocase, la patate douce, les arbres fruitiers, etc. peuvent bien y pousser même en l'absence du fumier.

Quant à l'élevage du petit bétail, il est le plus pratiqué dans cette région par rapport à celui du gros bétail. Il concerne surtout les moutons, les chèvres, les porcs, les lapins, les canards et les cobayes. Le tableau suivant issu de recensement de bétail exercice 2000 nous donne une idée.

Tableau n°5 : Recensement du bétail en commune MUTAMBU, exercice 2000

Zone	Secteur	Bovins	Caprins	Ovins	Porcins	Lapins	Poules	Canards
Mutambu	**Karama**	26	699	263	169	286	276	50
Gomvyi	**Gomvyi**	42	65	0	3	870	650	7
	BurimaI	4	19	2	1	195	160	5
	BurimaII	20	90	0	5	750	720	5
	Murambi	38	51	11	14	185	257	12
	Rutovu	131	160	18	12	306	181	4
	Bubanza	286	1135	379	247	2754	2354	92
Total		547	2.219	673	451	5346	4598	175

Source : Ministère de l'agriculture et de l'élevage, DPAE Bujumbura rural, Commune MUTAMBU, service d'élevage

Cependant, les chiffres sont relativement insignifiants du fait que la crise qu'a traversée le pays depuis 1993 a beaucoup affecté le secteur de l'élevage dans notre zone d'étude.

3. Le commerce

1°/Les voies de communication et le transport

- **Les voies de communication**

En commune MUTAMBU, la question des routes constitue une lacune notoire. Dans l'histoire, avant 1980, la commune disposait de deux voies d'accès à la RN_3 à savoir la route NYAMUGARI-MUBONE-MUTAMBU-GAKARA-MUKIKE et la route RUZIBA-GISUMO-RUBANDA-MUTAMBU. Toutes les voies se trouvaient dans un état critique. Actuellement la deuxième voie n'arrive plus loin qu'au niveau de la centrale hydro-électrique de la MUGERE. Toute la partie reliant la centrale hydro-électrique de la MUGERE du chef lieu de commune est devenue impraticable suite aux éboulements. Bien entendu, pour rejoindre la capitale de Bujumbura, on emprunte la route passant par GOMVYI jusqu'à la RN_3. Ce nouveau état de route rend difficile les transports qui profiteraient d'un réseau routier intense.

- **Le transport**

La situation des routes étant alarmante dans la Commune de MUTAMBU, le transport devient difficile. Les habitants de la Commune se sont habitués à parcourir beaucoup de kilomètres à pieds pour rejoindre la ville de Bujumbura à une trentaine de kilomètres ou pour rejoindre au moins la RN7 ou la RN3 pour prendre les bus menant à la capitale de Bujumbura.

2°/ Essor des échanges commerciaux

- **Echange au niveau de la commune**

Au niveau de la commune, les produits commercialisables sont vendus d'une part sur les marchés de GASENYI (les mercredi et dimanche), MARAMVYA et MUKONKO (vendredi) ainsi que RUBANDA qui ouvre mardi et samedi.

D'autre part, les produits sont commercialisés au niveau de la route ou au niveau des ménages. L'essentiel vendu sur les marchés de la commune sont des biens alimentaires produits localement, surtout des produits agricoles comme le manioc, la pâte froide (Uburobe), les régimes de bananes, l'huile de palme, patate douce, colocase, pomme de terre, haricot, fruits, etc.

Cependant d'autres produits proviennent d'un peu partout, par exemple KABEZI pour les poissons, les bananes mûres, les tomates et les fruits de plusieurs sortes. Quant aux biens en provenance de MUKIKE, ils sont constitués pour la plupart de produits d'élevage comme les bovins, les ovins mais aussi des produits agricoles essentiellement la pomme de terre, le blé, le petit pois, le tabac, etc.

Les produits manufacturés comme le sucre, le sel, les savons, les habits et autres biens de première nécessité sont fournis par des commerçants en provenance de la capitale du pays.

Il faut signaler qu'il y avait en dehors de ces marchés ci- haut cités, d'autres d'une manière importante. C'est, entre autres, le marché de KIGINA et de MUGENDO qui se tenaient mercredi et dimanche. Avec la création de la commune NYABIRABA en 2001, la commune a perdu un nombre important des marchés localisés sur des territoires cédés à cette commune nouvellement créée. Il s'agit des marchés de KIGINA et MUGENDO.

Le tableau suivant nous montre le type de produits et leur lieu de vente ainsi que les différents types d'acheteurs au niveau de la Commune.

Tableau n°6 : Type de produits, lieu de vente et type d'acheteurs de certains produits agricoles de la Commune MUTAMBU

Produits agricoles	**Lieu de vente**	**Acheteurs**
Haricot	Au marché	Consommateur
Banane verte (igisahira)	Au marché	-Commerçant local ou itinérant -Consommateur
Banane à bière	A la maison Au marché	Commerçant local, consommateur
Manioc	A la maison, chez le commerçant et au marché	-Commerçant local ou itinérant -Consommateur
Colocase	Au marché A la maison	Commerçant local, consommateur
Patate douce	Au marché, à la maison	-Consommateur -Commerçant local ou itinérant
Café	A la maison	-commerçant local ou itinérant (Agent de la coopérative)

Source : les archives de la Commune MUTAMBU

- **Les échanges avec la ville de Bujumbura**

La région qui abrite actuellement la ville de BUJUMBURA connaissait les échanges sur des marchés quotidiens bien avant l'arrivée des Européens. Dans la plaine de RUSIZI et le long du lac Tanganyika, on signale au moins une dizaine de marchés et le plus important étant celui d'USUMBURA.

GAHAMA nous aide à les situer géographiquement : «*Il importe de souligner que ces marchés étaient situés dans une région intermédiaire entre la plaine et les montagnes sur la rupture des pentes des contreforts de la chaîne de Kibira.* »[24]

L'agriculture et l'élevage étaient des activités principales. Les autres activités en l'occurrence l'artisanat et le commerce étaient pratiqués à une faible envergure. Les secteurs artisanaux étaient spécialement la vannerie et la forge. Les artisans produisaient les lances, serpettes et les houes. La poterie de la région d'IMBO était une poterie de valeur. C'est ce qu'un auteur confirme en ces termes.

«*Les gens riches préféraient les pots venus de l'Imbo faits par les Abakozano (potiers non Twa) aux pots des Batwa car ils étaient très résistants.*»[25]

C'est donc ces différentes activités qui ont favorisé la naissance des échanges dans différents marchés dans l'IMBO. Mais aussi selon Augustin NSANZE, «*La tradition commerciale dans cette petite bande s'explique par une double influence; le contact avec les paysans frontaliers du BUFULERO et l'impact de la traite zanzibarite.*»[26]

Sous le régime allemand, les échanges entre les régions riveraines du lac Tanganyika et l'intérieur du pays se sont développés. Hans Meyer nous donne ici des précisions : « *De plus en plus les Burundais de l'intérieur du pays se rendent sur quelques-uns de ces marchés près du lac, notamment celui d'usumbura et de plus en plus les gens près du lac Tanganyika se déplacent vers l'intérieur pour acheter des peaux des bêtes et la cire et les ramener à Usumbura.*»[27]

---

[24] J.GAHAMA, Le Burundi sous l'administration Belge. La période du mandat (1919-1936), Paris, Karthala, 1983, p.148

[25] M. MUKURI, Op. Cit, p.69

[26] A. NSANZE, Les bases économiques du pouvoir au Burundi de 1875 à 1920, Thèse de troisième cycle, Paris, 1989, p.427

[27] Hans MEYER, Les Barundi, Paris, Société française d'histoire d'outre-mer, 1984, p.103

Il ressort de cette citation que les échanges étaient encore timides mais que l'influence de la région du lac commençait à s'infiltrer très loin.

Vers les années 1930, sous la colonisation belge, on peut analyser l'évolution du volume des échanges commerciaux qui met en rapport la ville et la campagne, deux régions interdépendants. A ce propos WAKANA dit que «*Le Burundi entre dans l'ère de l'économie de marché, à partir des années 1930.*»[28]

Concernant la Commune de MUTAMBU et la ville de Bujumbura, il est essentiel de signaler que la commercialisation des produits agricoles est l'un des motifs qui poussaient les gens de MUTAMBU à se rendre à Bujumbura. La plupart de ces produits commercialisés en ville à cette époque-là étaient le haricot, la farine de manioc, pili-pili, petit pois, etc. Ces propos sont illustrés par le tableau suivant :

[28] L. WAKANA, Les échanges entre la ville de Bujumbura et ses régions voisines de 1920 à 1962, Buja, Mémoire, 2002, p.31

Tableau n°7 : Vivres achetés par les commerçants aux indigènes en territoire d'Usumbura en 1946

Produits	**Territoire d'Usumbura**	**Territoire d'Usumbura**	
	Quantité achetée en Territoire d'Usumbura (en tonnes)	**Quantité achetée par le commerçant (en tonnes)**	**Quantités achetée par les missions et l'Etat (en tonnes)**
Haricot	138,2	62	46,883
Froments	55	55	-
Pois	93,9	15	32,309
Farine de manioc	105	-	50,725
Maïs en graines	22	-	-
Pili-pili	3.3	3,125	-

Source : L. WAKANA, Les échanges entre la ville de Bujumbura et ses régions voisines de 1920 à 1962, Bujumbura, Mémoire, 2002, p.31

Pour ces vivres, nous remarquons que la grande partie des ventes a été effectué au centre-ville d'Usumbura.

A nos jours, les échanges économiques entre la ville de BUJUMBURA et la commune de MUTAMBU se sont intensifiés. D'une part les produits viennent de MUTAMBU vers la ville. Cependant, suite au manque de routes en bon état pouvant garantir le transport en véhicules, le gros de ce commerce est l'affaire de certains commerçants. Malgré une longue distance à parcourir, ils se déplacent à pieds tout en transportant leurs marchandises sur la tête (les tomates, les oignons, les choux, le café, le bois, les bananes mûres, les bananes légumes : Igisahira, les fruits, etc.).

D'une autre part, les produits viennent de la ville vers MUTAMBU. Ici il s'agit des produits manufacturés comme les savons, radio, assièges, parfums, habits, produits de BRARUDI, etc.

CHAPITRE II : LACRISE D'OCTOBRE 1993 ET SES CONSEQUENCES IMMEDIATES EN COMMUNE MUTAMBU

Ce chapitre concerne surtout le déroulement de la crise d'octobre 1993 à MUTAMBU. Nous allons d'abord faire une analyse globale de la crise tout en relevant les causes lointaines et immédiates de la crise d'octobre au Burundi. Deuxièmement, nous allons parler du début des affrontements dans notre région d'étude. Sur ce point, nous allons voir comment la jeunesse de MUTAMBU a été mobilisée pour former des groupes de vengeances. Ensuite, nous allons entamer le point concernant le développement de la guerre. Nous parlerons alors des affrontements avec armes à feu entre les rebelles et l'armée nationale.

En fin, nous allons essayer de relever les conséquences immédiates de la crise.

A. ANALYSE GLOBALE DE LA CRISE

1. Définition des concepts

1.1. La crise

Selon le dictionnaire «le Petit Robert», le mot crise signifie : «Un moment d'une maladie caractérisée par un changement subi et généralement décisif en bien ou en mal. Phase critique ou aggravation brusque d'un état chronique atteinte poussée.»

La crise est un terme utilisé de manière classique pour caractériser une situation d'insécurité et d'une incertitude quant à l'avenir, que concerne une région entière (les Balkans, la Région des Grands Lacs), un pays de manière globale(le Burundi), ou tout simplement un groupe social ou un secteur particulier (crise de la filière bovine par exemple.)[29]

[29]http : //www.irenees.net/ dossier/ mtc/-dossier-4.html consulté le 21 mars 2015

La gravité d'une crise dépend bien entendu des implications qu'elle suppose (refondation du système économique, politique,...) et des répressions (déstabilisation régionale ou nationale,...) qu'elle tendra à avoir. Dans tous les cas, une chose est sûre : il s'agit d'une période limitée dans le temps, d'une phase transitoire. Une crise est donc ce moment où l'équilibre social et/ou politique et/ou économique est rompu pour des raisons qui peuvent être soit conjoncturelles (catastrophe naturelle), soit structurelles (cas de l'évolution démographique).

Dès lors qu'une transformation rapide de la situation a forcément lieu, deux évolutions sont possibles :

-soit la poursuite du processus de désintégration, pour aboutir à une situation d'ordre conflictuel et/ou violent.

-soit l'instauration d'un nouvel ordre social au sein duquel les lignes de forces s'agenceront d'une façon inédite.

On peut par ailleurs faire la distinction entre deux types de situations :

-La crise interne (le Burundi, la Côte d'Ivoire,...) provoquée par des tensions ethniques, religieuses, et socio-économique. Crise interne ne signifie pas qu'elle n'a de répercussions qu'à l'intérieur du pays concerné seulement, mais qu'elle y puise pour l'essentiel des racines.

-La crise internationale (la crise du Cuba, ou celle des euromissiles pendant la guerre froide l'illustre parfaitement) due à des tensions stratégiques ou diplomatiques.[30]

Pour le Burundi, la crise d'octobre 1993est définie comme «*Une phase grave dans la dynamique de la société marquée par des perturbations et ruptures d'équilibres apparentes. C'est un moment décisif où les tensions, les conflits et*

[30] Idem

les troubles la conduisent à l'impasse. Le marasme moral et la récession en deviennent les points de marque.»[31]

b. Le conflit

On parle de conflit pour caractériser une opposition d'intérêts ou la rencontre d'objectifs inconciliables. Le conflit se distingue donc à la fois de la guerre et du conflit armé.

Sur le plan sociologique, on peut dire que le conflit constitue l'un des aspects du changement social en ce qu'il exprime l'hétérogénéité des valeurs et des comportements voire souvent aux yeux des acteurs leurs incompatibilités. Il traduit une situation où des groupes humains, cela peut être un Etat, une ethnie, un clan poursuivent des buts antagonistes.

Lorsque le conflit évolue vers la lutte armée, il tend à se confondre avec la guerre. Le droit international précise ainsi qu' «*un Conflit armé existe chaque fois qu'on recours à la force armée entre Etats, entre autorités gouvernementales et des groupes armés organisés ou entre de tels groupes au sein d'un Etat.*»[32]

On retrouve dans cette définition des éléments constitutifs de la guerre (mainmise sur le pouvoir, contrôle du territoire, domination culturelle,...) qui bien souvent se combinent.

Le conflit est finalement un processus complexe qui relève un étrange basculement : «l'autre», celui que l'on côtoie devient une menace justement parce qu'il est l'autre. C'est véritablement ce problème de rapport à l'altérité qui est en cause dans le schéma conflictuel.

---

[31] G. NDUWAYO, La crise d'octobre 1993 au Burundi : Essai d'interprétation, Bujumbura, UB, FLSH, 1998 p.36

[32] http: //www.irenees.net/ dossier/mtc/-dossier-4.html consulté le 21 mars 2015

Bien entendu, la gravité du conflit varie selon son intensité (violences, crimes, actes de tortures, viols,...), en fonction aussi de son caractère durable et de profondeur des modifications qu'il va engendrer au cœur de la société où il se déroule, proche et lointain (déstabilisation régionale).

La résolution d'un conflit quant à elle, suppose également une action dans le long terme, aux modalités multiples, de sorte que les causes ayant entraîné la désagrégation progressive soient traitées et transformées.

C. La guerre

Le sens commun définit la guerre comme un affrontement militaire résultant de l'opposition entre des acteurs aux objectifs inconciliables, quel que soient les moyens mis en œuvre pour parvenir à un accord.

On peut ajouter à ces caractéristiques quelques éléments sociologiques. Dans cette perspective, la guerre est un affrontement armé meurtrier entre deux groupes humains organisés et de statut comparable. Sur le plan fonctionnel, cela suppose l'utilisation de moyens militaires, le recours à la stratégie et à la technique et ce de manière rationnelle. Les formes et les moyens de la guerre peuvent bien entendu varier selon les époques mais son but – l'imposition de sa volonté à l'ennemi – et son instrument – le recours à la force – demeurent les mêmes. Ces divers aspects sont bien évidemment présents à des degrés divers, et peuvent se combiner. Le fait est que la guerre entraîne inéluctablement un changement en profondeur de la société au sein de laquelle elle s'implante.

2. Les causes de la crise de 1993 au Burundi

a. Les causes lointaines

Les composantes de la société burundaise (Hutu, Tutsi, et Twa) vivaient depuis longtemps dans les rapports d'inégalité comme l'affirme RODEGEM. Selon lui, «*Le rapport d'inégalités ethniques est une réalité au Burundi même avant l'arrivée des Européens.*»[33]

Cependant, ces inégalités n'avaient jamais été sources de conflits entre les Burundais. C'est surtout après la haine ethnique semée par les Européens à travers la théorie hamitique consistant à faire des Tutsi la race supérieure et les Hutu la race inférieure et servile que se déchira énormément le tissu social des Burundais.

1°/ L'idéologie de la théorie hamitique

L'idéologie de la théorie hamitique fut appliquée un peu partout dans des Etats de l'Afrique inter lacustres. De façon générale, « *L'idéologie hamitique fait des "hamites" (Bahima et Batutsi) des populations supérieures aux Bantu (Bahutu, Baïru).*»[34]

Dans cette logique, les Européens considéraient que tout ce qu'il y a de bon dans la culture de la région inter lacustre ne pourrait être que l'invention ou l'innovation de cette population dite supérieure.

«*Etymologiquement, le mot "hamite" viendrait d'un terme arabe qui veut dire "chaud" ou "rougeâtre". En effet Kem signifie en égyptien : noir, devenir noir, obscure et Hem veut dire : noire, chaleur. Kem signifie quant à lui l'Egypte*

[33]Rodegem cité par Reytjens (F), L'Afrique des Grands Lacs en crise Rwanda- Burundi, 1994-1996, Paris, Karthala,1997, p.260

[34] G. GAHAMA Op. Cit. p.285

dans le sens des pays des nègres, descendants de Kem, ancêtre des hommes noirs.»[35]

Certains auteurs font venir les hamites de l'Asie. C'est ce qui ressort du livre de Radio France Internationale : «*Les populations hamitiques seraient venues d'Asie mineure, passant par l'Egypte, puis peuplant l'Abyssinie, actuelle Ethiopie.»*[36]

Pour bien des premiers explorateurs tels que Speke, Baker ainsi que les missionnaires VAN DER BURGT, GORJU et ROSCOE, les Bahima et les Batutsi étaient issues des GALLA d'Ethiopie. On constatera comment «*Le terme hamitique inexactement appliqué à la race aboutit à une confusion inexplicable, réunissant sous une même étiquette des peuples n'ayant de commun ni le type anthropique, ni la langue.»*[37]

On peut se demander comment l'Afrique de l'Est considérée comme le berceau de l'humanité aurait subi des invasions comme d'autres régions.

Les Belges en cherchant une base solide pour se faire accepter se sont appuyés sur l'idéologie hamitique qui était comme une épée à double tranchant. D'une part, légitimer son action, le colonisateur dirigeait en connivence avec la population hamitique dans le système d'administration indirecte jusqu'à la veille de l'indépendance pour le cas du Burundi.

D'autre part le colonisateur s'est servi de cette idéologie pour diviser en séparant l'origine des dirigeants et leurs sujets lors de la marche vers l'indépendance et même avant.

---

[35] A. D Cheik, Nations nègres et cultures : de l'Antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique d'aujourd'hui,3ᵉédition, Paris, Présence africaine, Tome 1 1979, p.278

[36] Radio France Internationale, Lieu et peuple d'Afrique, Paris, 1985, p.105

[37] J.Suret CANAL, Afrique noire occidentale et centrale, Géographie, civilisation, histoire, Paris, éditions sociales, 1973 p.56

«Quand on ne peut pas régner autrement, il faut bien diviser pour y parvenir, mais pour l'Urundi, ce n'est pas nécessaire [...]. Assez de causes de dissensions existent [...] qu'il sera toujours temps d'exploiter si jamais le besoin se faisait sentir [...].»[38]

De ce point, la colonisation adonc construit des ethnies au Burundi qui n'avaient pas existé car en analysant la définition de l'ethnie, on remarque que le Burundi n'a pas d'ethnies. A défaut, on dirait que le Burundi n'a qu'une seule ethnie. Pourtant ces sont les descriptions caricaturales, couleur de la peau et caractéristiques mentales considérées par les Européens qui ont divisé la société burundaise. C'est pourquoi depuis la lutte pour l'indépendance du Burundi jusqu'aujourd'hui la vie sociopolitique évolue sur le rythme des divisions. La suite de développement peut le montrer.

2°/ Les élections de 1965 : début d'une vie politique axée sur des oppositions ethniques

Les élections législatives qui se sont tenues sans heurts du 10 au 11 Mai 1965 marquèrent néanmoins le début d'une vie politique fondée sur des oppositions ethniques du sommet à la base allant même jusqu'aux violences. Ici, nous tenons compte du déroulement de la campagne électorale et des conséquences des élections.

Quant à la campagne électorale, elle se déroule dans une période de tension et de suspicion ethnique consécutivement à la division de l'UPRONA en deux blocs d'obédience Hutu-Tutsi et l'assassinat du premier ministre Pierre NGENDNDUMWE, le 15 janvier1965. A ce propos, François SENDAZIRASA, dans la partie Nord du pays, a découvert ceci :

---

[38] P. RYCKMANS, Une page d'histoire coloniale. L'occupation allemande dans l'Urundi Bruxelles URCB, 1953 p.20

«Par exemple à NGOZI, lorsque les candidatures Tutsi se mettaient à présenter en mai 1965 le programme qu'ils entendent réaliser une fois élus, des Hutu sortaient la photo de NGENDANDUMWE et la montraient à la foule qui était là en disant ; ces hommes qui sont entrain de vous mentir sont ceux-là qui ont tué notre premier ministre que voici (Abo bariko barabahenda ni bo batwiciye uyu mushikiranganji mubona).»[39]

Concernant les conséquences des élections, suite aux enseignements ethniques de la campagne, le verdict des urnes sera dévié aussi bien par les Hutu que par les Tutsi. On se souviendra que dans plusieurs localités du pays, on a dû refaire les élections le 24 et 25 Mai du fait de la protestation des Hutu contre l'élection des Tutsi. A témoins, prenons les propos des paysans de BITARE en province GITEGA : «*Nous refusons, nous les Hutu (femmes et hommes) exigeons de refaire les élections s'il est élu, nous regretterons notre défaite [...]. Nous demandons que les Tutsi élisent leurs députés entre eux, les Hutu de même et ce à des jours différents et nous verront ceux qui remporteront le plus de voix.»*[40]

L'incapacité de la monarchie à résoudre ces problèmes provoqua d'abord la démystification d'origine divine du Mwami et ensuite la précipitation du régime. Voici par exemple ce que disaient les étudiants Burundais : «*Nous dénonçons avec fermeté et conviction le mythe démagogique selon lequel le pouvoir du Roi vient de Dieu. Nous réaffirmons que le pouvoir émane du peuple et que celui-ci est à tout moment en droit de le reprendre à toute autorité.*»[41]

---

[39] F. SENDAZIRASA, Interviewé par R. NIRIKANA dans l'Analyse comparative des élections législatives de 1965, FLSH, Buja, 2004 p.22

[40] Cfr les archives nationales, AB 202, liasse 1, 1966-70, consultés par G. HAKIZIMANA dans Les logiques identitaires et leurs incidences sociopolitiques au Burundi : des origines en 1993, Mémoire UB, Bujumbura, 2002 p.78

[41] Lettre de l'UNEBA- France à monsieur le premier ministre, Remarques africaines n°261 du 9 Mars 1966, p. 118

Il en suivra le 28 novembre 1966 le renversement de la monarchie par un coup d'Etat militaire qui instituant la République du Burundi avec comme Président, le Capitaine Michel MICOMBERO.

3°/ Echec de la restauration de l'unité nationale

L'instauration de la république en 1966 avait comme but la restauration de l'unité nationale et d'une politique sereine. Cependant, la crise de NTEGA-MARANGARA 1968 a provoqué une peur panique généralisée au sein de la société burundaise. Ensuite, la crise de 1969 et 1972 vont laisser une blessure énorme dans la mémoire collective des Burundais.

De plus, ces violences répétitives marquent sans nul doute l'ébranlement des bonnes relations séculaires entre les filles et fils de notre pays. Cela se remarque au niveau psycho-social et politique.

En effet, dans le cadre psycho-social, c'est d'abord le climat de méfiance qui s'est installé entre les deux principaux groupes ethniques. Cela est dû aux accusations réciproques de «génocidaires» et aux réminiscences du complexe de supériorité issu de l'ancienne théorie hamitique chez certaines élites. Cette angoisse collective aura ensuite un impact grave sur le taux de scolarisation.

Les parents avaient peur d'envoyer leurs enfants à l'école de peur d'un sort tragique de leurs descendances une fois les études terminées. Ainsi, durant une période (1972-1990) l'éducation de beaucoup des Hutu dans MUTAMBU s'arrêtait au niveau du primaire et des centres YAGA-MUKAMA.

Au niveau politique, «*Chaque fois qu'il y avait une crise au Burundi, on assistait à des mouvements des rebelles armés ou politique pour combattre le pouvoir oppresseur.*»[42]

[42] F. REYNTJENS, Op.Cit p. 197

Les plus connus sont PALIPEHUTU créé en 1980 par GAHUTU Rémy et le FRODEBU fondé par Melchior NDADAYE en 1986. Toutes ces crises ont aggravé l'insécurité au Burundi et sont les causes lointaines de la crise politico-ethnique de 1993.

b. La cause immédiate de la crise

Des signes de la crise étaient visibles avant son éclatement au grand jour le 21 octobre 1993. La manière dont le personnel subalterne Tutsi de l'administration était révoquée, le nettoyage ethnique connu sous le sobriquet de «Gususurutsa» (être chassé de ses fonctions) dans presque tous les services publics, faisait peur. Le journal « l'indépendant» le signalait dans ses termes : «*A la Présidence de la république, 14 chauffeurs, 12plantons et 12 secrétaires ont été mis à la porte après l'investiture de NDADAYE. Sur 16 Gouverneurs de provinces, 14 sont Hutu, 2 Tutsi et membres du FRODEBU. Sur 114 Administrateurs communaux, 110 sont des Hutu du FRODEBU. Tous les chefs de zones et de secteurs sont du pari FRODEBU et des partis qui lui sont alliés.*»[43]

Bien entendu, ceci provoquait des mécontentements au sein des Tutsi qui étaient vaincu dans les élections. Après tous ces signes, c'est le coup d'Etat militaire du 20 au 21 octobre 1993 mené par le 11è bataillon blindé suivi par l'assassinat du président démocratiquement élu NDADAYE Melchior et de ses proches collaborateurs qui va déclencher immédiatement la crise. Cela peut s'expliquer par ce qui s'en est suivi un jour après l'assassinat du Président de la République.

En effet, les militants du parti FRODEBU commencèrent à couper les ponts et à barrer les routes par des arbres. A MUTAMBU, depuis le jeudi du 21 octobre 1993 des groupes de gens armés de machettes et de gourdins commençaient à sillonner dans les ménages Tutsi.

[43] L'indépendant n°250 Septembre 1993

«*Nous avons commencé à voir des groupes de gens sur les chemins ici et là. Cela nous a provoqué une peur intense car on n'était pas habitué à voir ça. Certains amis Hutu nous ont signalé que la situation allait être difficile, qu'il y avait des gens qui ont préparé la vengeance. Nous étions appelés buveurs de sang alors que nous n'avions commis aucune erreur. C'est pourquoi nous nous sommes organisé pour étudier comment s'en sortir.*»[44]

De là, allaient débuter les affrontements.

B. DEBUT DES AFFRONTEMENTS EN COMMUNE MUTAMBU

1. De la victoire du parti FRODEBU à la mort du Président NDADAYE

1.1. Les réactions des populations de MUTAMBU

1°/ Réaction des Hutu

Après la victoire des élections Du FRODEBU, les Hutu ont compris que le temps était venu pour gouverner. Les Hutu membres du FRODEBU en commune MUTAMBU, ont eu une joie immense ; partout sur les collines, ils chantaient, dansaient, battaient des tambours, etc. vae victis! Malheur aux vaincus. Les vainqueurs venaient et dansaient dans les enclos des vaincus.

«*C'est ce que nous raconte un informateur qui n'a pas voulu dire son nom : c'était vraiment une nuit de joie pour les partisans du FRODEBU. Au juste après l'annonce à la radio de la victoire du parti FRODEBU, nous avons commencé à faire des cris et à battre toute chose pouvant produire des sons. Vers 22heures, nous avons fait un défilé pour aller danser dans les enclos des partisans de l'UPRONA. Vraiment nous avions raison : imaginez-vous, c'était le premier président Hutu élu par nous-mêmes...* »

[44] P. NAHIMANA, 68 ans, Chef de zone Gomvyi, Rutovu, Mars 2015

Pendant cette période, il y avait donc du désordre dans le pays. Les droits de l'homme étaient violés brutalement. Cela s'explique par les menaces proférées envers les Tutsi et les Hutu upronistes. A ce propos, « *Il y avait des Hutu de mauvais cœur qui ont exagéré en célébrant la victoire du FRODEBU. Imaginez-vous, il y a ceux qui lançaient même des cailloux sur le toit des maisons des vaincus en chantant : Iyo Mporona kari akarimi (cette Uprona n'était que les paroles seulement)*»[45]

Après à peu près trois mois après l'annonce de la mort de NDADAYE, jeudi 21octobre 1993, sur radio, les militants du parti Sahwanya FRODEBU en commune MUTAMBU et dans les communes voisines commencèrent à couper les arbres pour barrer les routes et couper les ponts comme l'affirme NTAHOMVUKIYE : «*Là où il y avait un pont on le coupait directement. Ce jour là les véhicules ne pouvaient pas circuler. Là où il n'y avait pas de pont, on coupait de gros arbres qui se trouvaient au bord de la route pour qu'ils barrent la route. Je me souviens d'un prêtre Tutsi qui se trouvait à la paroisse KARINZI qui a manqué comment traverser la région de GAKARA parce que plusieurs arbres étaient coupés dans la route. Pour qu'il soit sauvé, ces sont les chrétiens de bon cœur qui ont soulevé sa moto jusqu'à ce qu'il dépasse les arbres coupés et il fui vers MUKIKE.*»[46]

Ceux qui coupaient les arbres voulaient donc freiner la circulation pour une éventuelle intervention militaire par des véhicules et des blindés. Plusieurs ménages des Tutsi de la commune MUTAMBU ont été brûlés, un grand nombre de vaches volé : « *Après avoir évacué, nous observons de loin, nos maisons entrain de brûler. Là où nous vivons ne restait que de cendres. Nos vaches ont été volées et nous n'avions aucun moyen pour les réclamer.* »[47]

---

[45] E. BAZIRINYAKAMWE, 46ans , Cultivateur, Burima I, Mars 2015
[46] S. NTAHOMVUKIYE, 59ans, Catéchiste, Rubanda, Juin 2014
[47] P. NAHIMANA, 68ans, Chef de zone Gomvyi, Rutovu, Mars 2015

Les Hutu faisaient donc tout pour insulter les Tutsi. Ils assimilaient d'ailleurs tous les Tutsi aux cafards (Inyenzi).

2°/ Les réactions des Tutsi et Hutu upronistes

Les Tutsi et les Hutu upronistes quant à eux, ils ont eu une peur panique suite aux menaces et aux injures de leurs voisins Hutu du FRODEBU. NAHIMANA dit ceci :« *Même s'ils ne nous ont pas tué, ils nous terrorisaient. Ces militants du FRODEBU ont battu des morceaux de métal, des tambours qui faisaient des cris partout. Ils faisaient des défilés en sifflant, en chantant et en dansant. Ils ont manifesté leur joie pendant presque quatre jours. Certains jeunes Hutu de Gasenyi couraient jusqu'à Maramvya ou vivaient un grand nombre de Tutsi. Quand ils rencontraient un Tutsi, ils lui disaient «Susuruka » (Réchauffes-toi). Vraiment ce n'était pas facile, nous vivions dans la peur.* »[48]

Dès le jeudi le 21 octobre 1993, après la mort de NDADAYE plusieurs Tutsi n'ont pas logé à la maison de peur d'être tués. NAHIMANA Continue à nous dire en ces termes «*Dans la nuit, après avoir entendu que NDADAYE est mort, certains Hutu nous ont averti nous n'avons pas à logé á la maison de peur d'être tués. Nos voisins Hutu nous ont ensuite aidés à fuir. Les malfaiteurs étaient surtout les Hutu venant d'ailleurs.*»[49]

Les jours suivant, les Tutsi se sont déplacés à MUKIKE pour s'installer dans les centres administratifs, dans les écoles et même dans les ménages. Le chef-lieu de la commune MUKIKE est devenu le lieu de rencontre de 1589 déplacés en provenance de différentes communes des MIRWA comme nous le montre le tableau suivant :

[48] P. NAHIMANA, 68ans, Chef de zone Gomvyi, Rutovu, Mars 2015
[49] P. NAHIMANA, 68ans, Chef de zone Gomvyi, Rutovu, Mars 2015

Tableau n°8 : Effectif des déplacés par Commune d'origine

Commune	Effectifs
MUTAMBU	1120
KABEZI	79
MUHUTA	99
BUGARAMA	291
Total	1585

Source : MISIGARO, A, Etudes des conditions de vie des déplacés site Twuya Commune Mukike, Mémoire, UB,,FLSH, 2009

Ce tableau nous montre que les déplacés en provenance de la commune MUTAMBU dépassent ceux provenant des autres communes. Cela peut être expliqué par le fait que la commune MUKIKE fait frontière avec celle de MUTAMBU sur une très longue distance.

2. LES AFFRONTEMENTS SANS ARMES A FEU

2.1. Mobilisation de la jeunesse et formation des groupes de vengeance

La crise d'octobre 1993 s'inscrivait dans un contexte de crise de confiance de l'histoire du pays. D'un côté ce sont les Hutu qui perdaient confiance dans l'élite Tutsi au pouvoir, de l'autre côté ce sont les Tutsi qui voulaient s'accrocher au pouvoir en essayant d'écarter l'élite Hutu de la gestion de la chose publique.

Ainsi, en Commune MUTAMBU, à la mort de NDADAYE Melchior, un mouvement de troubles généralisé s'installe dans la commune. La population Tutsi a vu ses biens pillés et des maisons incendiées. C'est pourquoi elle a fui vers les communes de MUKIKE, MUGONGOMANGA ET MUGAMBA.

Les Hutu restés sur les collines commencèrent à s'organiser pour se venger. Une grande foule s'observait à KIZUNGA le matin du 23 octobre 1993 ayant pour but de monter à MUKIKE ou à MUGONGOMANGA afin de se venger contre les Tutsi et les Hutu de l'UPRONA qui refusent les suivre.

2.2. Déroulement des affrontements

Les insurgés qui s'étaient massés sur le marché de KIZUNGA commencèrent à provoquer les gens de MUKIKE et de MUGONGOMANGA en brûlant les plantations de thé. C'est alors le début des affrontements entre les Tutsi de MUKIKE et les Hutu venus de MUTAMBU. Par des cris, les Tutsi de MUKIKE ont mobilisé les hommes à aller rencontrer les Hutu venant de MUTAMBU. Les armes utilisées étaient d'abord des lances, des cailloux, des machettes et arcs. Cependant, les Tutsi de MUKIKE vont finalement faire recours á la brigade d'IJENDA pour les sauver. NAHIMANA le souligne *« Nous avons fait recours aux gendarmes pour empêcher les gens de Mutambu d'arriver à Mukike parce que nous avions appris qu'ils auraient des fusils.»*[50]

L'intervention des gendarmes de la brigade d'IJENDA a calmé la situation et plus d'une dizaine de personnes ont péri dans ces combats. De plus, selon le rapport de sécurité en commune MUTAMBU, les affrontements ont eu lieu en février 1994. « *Ce jeudi, 3/2/1994, une attaque des élèves et d'autres Tutsi appuyés par quelques militaires est menée sur la colline RURAMBIRA (frontière entre Mutambu et Mukike) afin d'accéder à notre commune.*»[51]

Cependant, l'origine de cet affrontement est controversée par certains informateurs de MUKIKE. Mais ce qui est sûr est que cet affrontement a eu lieu.

[50] P. NAHIMANA, 68ans, Chef de zone Gomvyi, Rutovu, Mars 2015

[51] Commune Mutambu, Rapport de sécurité, Février 1994

C. DEVELOPPEMENT DE LA GUERRE

1. Généralités sur le déroulement de la guerre civile (1993-1996) au Burundi

1.1. La multiplication des massacres

Après la mort du Président Cyprien NTARYAMIRA survenu le 6 avril 1994, Sylvestre NTIBANTUNGANYA fut investi président le 1er octobre 1994, alors que l'insécurité reprenait de plus belle dans beaucoup de régions du pays. Cette fin d'année a été marquée par des actes de violence commis surtout dans la province de Bujumbura rural, CIBITOKE et dans le Nord du pays. En décembre 1994, «*L'AICF fait état de trente morts par semaine dans le Nord du pays ou se côtoient réfugiés rwandais et rescapés burundais d'octobre 1993. Les assassinats sont imputés aux miliciens Hutu du Rwanda et aux miliciens Tutsi du Burundi et aux militaires burundais.*»[52]

Vers 1995, l'insécurité se répandait dans les autres régions. Dès le début de l'année, les éléments extrémistes Hutu lançaient des invitations à la guerre depuis la République Démocratique du Congo.

«*A tous ceux qui possèdent des armes dans tous les coins du pays, nous disons ceci : soyons toujours prêts car dès le 20.1.1995 nous sommes convenus de ne plus reconnaître le gouvernement issu du processus des négociations de Kigobe et Kajaga. Méfiez-vous des gouverneurs de province ainsi que des administrateurs communaux, et si possible, assassinez-les.*»[53]

Ainsi, l'insécurité gagna du terrain dans beaucoup de communes y compris MUTAMBU.

---

[52] M. MUKURI , Burundi, la fracture identitaire. Logique des violences et certitudes « ethnique » (1993-1996), Paris Karthala, p.92

[53] FDD, Mise en garde à l'intention du peuple burundais, Bukavu, 11 Janvier 1996, cité par M. MUKURI, Op. Cit p.104

1.2. Les méthodes de violence

Dans tout le pays, au début de la période de la crise, des méthodes et instruments divers ont été utilisés pour perpétrer les crimes. «*L'appel au massacre se faisait par les battements des tambourins et l'utilisation des sifflets [...]. Les circonstances dans lesquelles les tueries ont été faites étaient variables : simuler des réunions de pacification des tueries ou des rondes nocturnes (Rango, Gitaramuka, Mubuga, Butaganzwa,...); rassembler des victimes dans un local (Giheta, Butezi, Buhiga); pourchasser les victimes, extraire ces derniers de leurs cachettes, assassinats dans les bureaux administratifs ou dans les hôpitaux, tueries dans les lieux de culte (Murambi, Muyinga),...*»[54]

Un autre système qui a été utilisé est celui d'arrêter un bus ou une voiture et faire descendre des passagers de l'ethnie différente des tueurs et les massacrer après leur avoir fait subir des scènes atroces. Ce cas a été beaucoup plus remarquable dans la ville de Bujumbura où il y avait des groupes de gens appelé les «sans défaite» qui tuaient les passagers en les brûlant à l'acide, á l'essence á l'aide d'un pneu. BAZIRINYAKAMWE nous dit que son frère a été tué dans ces circonstances : «*J'avais un frère qui faisait ses études à Kibimba. Quand il est descendu en ville en train d'acheter des habits, il a été arrêté par des jeunes Tutsi, l'ont torturé jusqu'à Nyakabiga où ils l'ont brûlé avec un pneu.*»[55]

2. Début des affrontements avec armes à feu en commune de MUTAMBU

2.1. Implantation des mouvements rebelles

La période 95-96 était une période de totale balkanisation ethnique en commune MUTAMBU. Les Tutsi ont fui et sont dans les camps comme nous l'avons vu. Les Hutu quant à eux, sont restés sur les collines se partageant sans pitié le butin du pillage des Tutsi.

---

[54] Idem p.136

[55] E. BAZIRINYAKAMWE, 46ans, cultivateur, Burima I, Mars 2015

C'est aussi une période de purification ethnique des collines surtout que là-bas aucun Tutsi ne pouvait s'y aventurer à la recherche de quoique ce soit sous peine de s'exposer à la mort.

Depuis 1994, on commençait à assister à des entraînements des rebelles sur certaines collines de la commune en cachette. Il y aura ensuite l'infiltration des éléments armés vers les années 1995, NYANDWI s'en souvient : «*Au commencement, on pensait qu'il s'agissait des jeunes qui font du sport. On n'avait pas su qu'il s'agissait d'un entraînement à la guerre. Nous, nous observions des jeunes ici et là dans des lieux cachés et dans les bananeraies entrain de faire des exercices relatifs au sport, par après nous avons remarqué qu'ils s'entrainaient à la guerre.*[56]

Dès cette période, un grand nombre de jeunes de MUTAMBU commencèrent à s'infiltrer massivement dans les mouvements rebelles.

2.2. Adhésion de la guerre aux mouvements rebelles

En commune MUTAMBU, la crise avait déstabilisé presque toutes les activités. Les élèves qui se trouvaient dans les écoles à régime d'internat étaient retournés à leur domicile suite à l'insécurité régnant dans le pays. C'est ainsi que cette situation provoqua un phénomène nouveau : un grand nombre de jeunes de la commune MUTAMBU a fait le choix de soutenir les rebelles et d'adhérer même aux mouvements qui combattaient le pouvoir en place car l'armée nationale était qualifiée d'une «armée des Tutsi.»Selon un informateur qui a requis l'anonymat, «*Le noyau de ces mouvements était formé par des fonctionnaires surtout les enseignants et les élèves chassés de leurs écoles par leurs condisciples Tutsi lors des événements de 1993.*»

Ainsi, certains ont rejoint le CNDD-FDD présent dans Bujumbura rural depuis 1994; tandis que d'autres ont choisi le PALIPEHUTU-FNL (depuis 1998).

[56] B. NYANDWI, 64ans, cultivateur, Kigarura, Mars 2015

2.3. Relations entre les mouvements rebelles et la population à MUTAMBU

Pendant cette période de crise, la population qui était restée sur les collines avant la formation des sites des déplacés a dû soutenir les rebelles car l'armée nationale était qualifiée d'avoir tué NDADAYE Melchior. La population de MUTAMBU était obligée de fournir des vivres aux rebelles, payer une cotisation et devrait les aider à transporter les bagages. Les mouvements avaient formé des administrations parallèles : des chefs de collines, chefs de zones, des administrateurs communaux, et même gouverneurs de province. Ces administrations parallèles de chaque mouvement ont été une phase très importante dans l'implantation et le fonctionnement de ces mouvements rebelles ainsi que le maintien des relations entre la population et les rebelles. Cependant, certaines personnes étaient tuées par les rebelles accusées de livrer des secrets aux forces de l'ordre.

3. Début des affrontements entre la rébellion et l'armée nationale en Commune MUTAMBU

Avec l'irruption des mouvements armés, la panique gagna les esprits dans les deux ethnies. D'un côté, les camps des déplacés étaient des cibles privilégiés de ces mouvements armés. De l'autre côté, la poursuite de ces combattants par les militaires était suivie d'un processus où la population devait déserter les collines sous peine d'y laisser la vie.

En commune MUTAMBU, le premier affrontement avec arme à feu a eu lieu en Mai 1996 sur la colline BURIMA II. C'est un grand jour que la population de MUTAMBU n'oubliera pas. Les soldats en patrouille à la recherche des rebelles sont tombés dans une embuscade des miliciens. Les affrontements ont été durs où un grand nombre des soldats ont perdu la vie. Mais c'est surtout la population civile qui a subi tout le poids de la guerre.

Certaines personnes ont été tuées, d'autres torturées ou emprisonnées du fait que les rebelles étaient si confondus à la population qu'il n'était plus possible de les repérer.[56]

De plus, les positions militaires ont été la cible des miliciens. Des attaques des camps militaires ont eu lieu plusieurs fois surtout pendant la nuit. Il s'agit surtout du camp de MUTAMBU, MUGERE (situé à la centrale hydro-électrique de MUGERE), KINONKO et RUBANDA (situé au barrage de la MUGERE). Dans ces attaques, il y avait des pertes humaines et matérielles non seulement pour l'armée nationale et les miliciens, mais aussi pour la population en fuyant pouvaient être touchés par les fusils.

4. La répression de l'armée nationale sur la population restée sur les collines

Durant ces périodes dures de la crise, la population de MUTAMBU restée sur les collines a beaucoup souffert. En effet, les militaires ayant eu écho de la mort de certains des leurs vont à leur tour tremper dans les violences pour se venger. Ces violences ont fait beaucoup de morts, des civils, cela ressort même du rapport communal : « *Nous déplorons une grande insécurité dans notre commune issue de la présence incontrôlée des militaires menant des actes d'intimidation et de violence à l'endroit de l'autorité communale et de la population.*»[57]

Selon la même source, quand une embuscade était tendue aux militaires cela occasionnait des actes de représailles dirigé envers les civils.

Il importe d'ajouter ensuite que sur des positions militaires éparpillées dans notre commune pendant cette période de crise, pas mal des civils accusés de collaborer avec les rebelles y étaient souvent torturés, emprisonnés puis lynchés. A ce propos, RUHENGEKA nous dit que «*Même les enseignants de l'école*

[57] Commune Mutambu, Rapport commmunal du 3 Mai 1996

primaire Burima I avaient été emprisonnés par les militaires accusés de ne pas participer dans les réunions communales de sécurité et de collaborer avec les rebelles.» [58] Cet emprisonnement des enseignants a perturbé les activités scolaires car pendant une durée de plus d'un mois les élèves de l'école primaire de Burima I n'étudiaient pas.

D. LES CONSEQUENCES IMMEDIATES DE LA GUERRE A MUTAMBU

1. Création des sites des déplacés et des regroupés

Aprè1996, l'ethnie Hutu des provinces de KARUSI, BUBANZA, KAYANZA, BUJUMBURA et BURURI ont été rassemblées pour les soustraire, selon le gouvernement, à l'emprise des guérilleros du CNDD et du PALIPEHUTU/FNL.

Dans cette perspective, les Hutu de la commune de MUTAMBU restées sur les collines vont se sont regroupé petit à petit dans les sites. Il s'agit des sites de KARINZI (au chef lieu de la commune) et celui de GIHETA (à côté de la centrale hydro-électrique de la MUGERE).

Dans ces sites, des rangées des huttes étaient aménagées avec des moyens de bord. La construction de la hutte exigeait seulement une journée de travail. Selon un rapport communal, la Commune MUTAMBU comptait ensemble 46355 personnes regroupées, réparties en 9271 familles. Toute personne qui refusait de s'y rendre était assimilée aux rebelles. Les conditions de vie y éraient très dures : manque d'hygiène, promiscuité, etc.[59]

[58] M. RUHEGEKA, 68ans, Enseignant Burima I, Mars 2015
[59] Commune Mutambu, Rapport communal du 22 Mars 2000

2. La vie quotidienne pendant la crise

2.1. Les problèmes alimentaires et recours au PAM

Avant la crise, la population vivait dans des habitations dignes car elle était mobilisée pour la construction de belles maisons avec des matériaux locaux et importés.

Avec la formation des sites, les regroupés commencèrent à souffrir. L'alimentation était maigre car il état tellement difficile de se rendre sur les collines pour récolter ce qui était laissé par la guerre. Ce cas a été le même tant pour les déplacés Tutsi se trouvant A MUKIKE que pour les Hutu se trouvant dans la commune MUTAMBU. NSABIYUMVA se souvient de la mauvaise situation alimentaire:« *Moi, j'étais habitué à manger au moins trois fois par jour mais pendant la crise, si je pouvais avoir un repas par jour je remerciais Dieu. Et quand jemangeais deux fois, c'était la fête dans la famille. Cela a été provoqué par le manque de cheminpour aller récolter. Imaginez-vous : nous étions autorisés d'aller récolter une fois par semaine! Tout cela nous rendait encore la vie difficile.*»[60]

A ce problème de manque de nourriture, dans la commune de MUTAMBU, les déplacés transformaient le pillage en mode de vie. Comme on ne peut pas aller seul dans les champs, les déplacés n'avaient pas d'autres choix. La majorité des déplacés préféraient suivre les militaires en patrouille et en groupe pour piller dans les collines. Ce système appelé «Gusagata» (prendre vite) a été utilisé non seulement par les déplacés Tutsi, mais aussi parles déplacés Hutu.

Signalons que ce système était soutenu par les militaires du fait qu'il consistait à vider les collines des vivres pouvant ravitailler les miliciens. Néanmoins, plusieurs personnes y perdaient la vie surtout quand l'armée nationale et les rebelles s'affrontaient. NDIKURIYO s'en souvient : « *Un jour les militaires*

[60] C. NSABIYUMVA, 42ans, Cultivatrice, Giheta, Mars 2015

nous ont obligé d'aller piller à Kivungwe parce que nous étions affamés ;nous sommes partis accompagnés par les militaires et nous devions transporter leurs bagages. Arrivés à Kivungwe, nous avons commencé à piller. Tout à coup, nous avons entendu des coups de fusils. Qu'est ce qu'il fallait faire? On devrait crier pour soutenir les militaires! Ce qui m'a choqué est qu'au retour vers les sites, j'ai entendu que plusieurs personnes ont été tuées par balles de fusils.»[61]

Devant l'ampleur de la situation, on a vu que dans notre région d'étude, le PAM s'est investi en vue de fournir des aliments aux déplacés. Cependant ces aides humanitaires étaient irrégulières. D'autres associations sans but lucratif, des agences des Nations-Unies, des associations et confessions religieuses ont fait des efforts pour venir en aides à ces regroupés.

Le tableau suivant nous montre les activités réalisées par ces organisations.

Tableau n°9 : Les organisations non gouvernementales qui opérant en commune Mutambu

Nom de l'ONG	Activités réalisées
P.AM	Distribution des vivres
CARE	Distribution des vivres et non vivres
G.V.C	Distribution des médicaments
C.R.S	Distribution des vivres et non vivres
MEMIS	Distribution mobile des médicaments
CONCERN	Installation d'un hangar sheeting pour nourrir les orphelins

Source : commune Mutambu, rapport communal du 22/3/2000

[61] R. NDIKURIYO, 36ans, Cultivateur, Macumwe, Mars 2015

2.2. L'hygiène

Les déplacés se trouvant dans les sites connaissaient une situation sanitaire précaire à cause d'un manque d'eau. Bien entendu, il y avait de l'eau qui avait été distribuée avant la crise. Cependant, la quantité d'eau distribuée était proportionnelle à un nombre limité de la population qui vivait aux alentours du chef-lieu de la commune. Ainsi, depuis la création des sites, cette quantité n'allait plus satisfaire une population nombreuse qui s'était rassemblée dans les sites. Pour avoir de l'eau, il fallait s'aligner et cela pendant des heures.

Par conséquent, ce manque d'eau suffisante a provoqué des maladies dues au manque d'hygiène.

2.3. Les maladies et l'accès aux médicaments

La crise d'octobre a un impact négatif sur l'état sanitaire des burundais en général et des habitants de MUTAMBU en particulier au cas où celui-ci était déjà précaire. Chrétien le dit bien : «*Au Burundi, 85% des maladies sont constitués par le profil suivant : paludisme, dysenterie bacillaire, parasitoses intestinales et malnutrition.*»[62]

Or la crise a eu un impact négatif sur la situation nutritionnelle en général. Selon Roberto de Bernadi, Administrateur de l'UNICEF à Bujumbura, la situation est allée en s'aggravant.

«*Dans les années 80, la malnutrition était de 6% quelques mois après le début de la crise (mars-avril 1994), une enquête réalisée par le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA (MSPLS) et certains intervenants a trouvé que la malnutrition globale avait déjà doublé, elle était passée à 12%. A la fin de 1995-début 1996, elle avait remonté à 10%. Toutes ces enquêtes avaient été faites sur une partie de la population qui vivaient dans les camps des*

[62] Mukuri M., op.cit page 189

déplacés et qui bénéficient d'une aide alimentaire du Programme Alimentaire Mondial(PAM), de l'United Nations for Infant, Culture and Education Fund (UNICEF) et d'autres organismes [...]. Nous n'avons pas des données sur des dispersés. Les enquêtes réalisées l'année dernière dans plusieurs camps, ont démontré que la situation est entrain de se détériorer, le taux de malnutrition global a monté jusqu'à 15-18% et même à 20%.»[63]

A Mutambu, en plus de cette malnutrition, la guerre a provoqué la propagation de certaines maladies : typhus exanthématique, le choléra notamment car les infrastructures d'eau étaient insuffisantes. Les gens étant obligés de vivre regroupés dans les camps et dans des dures conditions hygiéniques, il y a eu une multiplication de maladies intestinales. De plus, les maladies sexuellement transmissibles n'ont pas diminué car il y avait une forte activité sexuelle dans les camps.

Quant à l'accès aux médicaments, les déplacés en ont beaucoup souffert dans les premières années de la création des sites. D'abord, à MUTAMBU, comme nous l'avons signalé au début, il y avait un manque remarquable d'infrastructures sanitaires. A cela va s'ajouter le déficit énorme des ressources humaines au centre de santé KARINZI. Ensuite, les services de santé ont eu des problèmes de transport du personnel, des malades, ou des médicaments à cause de l'insécurité. A ces propos, NGIRIYABANDI nous dit : «*S'il y a une période que je n'oublierai jamais, c'est la période de la crise de 1993. Je suis tombé malade au moment où les sœurs qui nous soignaient étaient déjà parties parce que l'on venait de tuer une sœur que nous appelions « maman Claudine ». A ce moment-là, il n'y avait aucune pharmacie aux alentours. Allez en ville était impossible car tous les chemins étaient barrés. Pour que je sois guéri dépendait de la grâce*

[63] Roberto de Bernadi, Administrateur à l'unicef, Bujumbura, 18/9/1997

de Dieu»[64]. Pour régler à moitié ce problème de manque de médicaments, MSF vont s'est occupé de la santé des regroupés.

3. Le rôle de Médecin Sans Frontières pendant la crise

Depuis 1973, il y avait à la paroisse KARINZI en commune de MUTAMBU des sœurs de Marie de Schoënstatt. Ces dernières, d'origine allemande, vont alors inaugurer un dispensaire le 21 juillet 1973. Quelques années plus tard, celui-ci s'était transformé en mini hôpital et ce sont ces sœurs qui s'occupaient la santé des populations de MUTAMBU et des communes voisines (KABEZI, MUHUTA et MUKIKE). Malheureusement, l'œuvre n'a pas continué au delà du 1er mai 1997, date marquant la mort d'une des sœurs qui a vu son véhicule sauter sur une mine alors qu'elle provenait de Bujumbura à la recherche des médicaments. NGIRIYABADI s'en souvient : « *C'était une sœur qui avait vraiment un rôle important dans le domaine sanitaire. Maman Claudine, je ne l'oublierai pas. Sa mort nous a choqué et nous a effrayé : elle venait de la ville à la recherche des médicaments ; arrivée à Gaseru, son véhicule a sauté sur une mine. Nous, nous avons entendu le bruit de la mine, ce n'est qu'après que nous avons entendu qu'il s'agissait d'un véhicule de notre maman.*»[65]

Cette disparition tragique a contraint l'équipe qui restait à quitter l'endroit. Leur départ a laissé un vide en matière de santé de population à MUTAMBU. Dès lors, c'est Médecins Sans Frontières, une Organisation Non Gouvernementale qui allait s'occuper de la santé des populations. NGIRIYABANDI ajoute : «*Dieu nous a aimés, nous aime et nous aimera pour toujours. Après la mort de maman Claudine, Dieu ne nous a pas abandonné. Il a entendu notre prière, et nous a répondu : nous avons vu les bienfaiteurs venir nous aider. Ils nous*

[64] T. NGIRIYABANDI, 59ans, Cultivateur, Gitaba, Mars 2015
[65] T. NGIRIYABANDI, 59ans, Cultivateur, Gitaba, Mars 2015

soignaient pour rien, on les appelait Abagangabatagira imbibe (Les Médecins Sans Frontières), nous regrettons leur départ »[66]

4. Les pratiques religieuses pendant la crise

Pendant la crise, les églises ont été frappées de plein fouet. Jean Pierre Chrétien le décrit ainsi : « *Des Eglises ont connu des scissions [...]. D'autres ont vu le nombre de leurs fidèles diminuer pendant les services religieux... »*[67]

4.1. Les chrétiens catholiques

A MUTAMBU, comme nous l'avons signalé, les chrétiens catholiques étaient nombreux. Cependant, depuis la création des sites des déplacés, un phénomène nouveau va s'observer. Les pratiques religieuses ont été perturbées du fait que les lieux de prière étaient dans les zones qui abritaient les rebelles MANIRAMPA nous le dit en ces termes : « *Nous, nous étions regroupés à Giheta, près de la centrale hydroélectrique de la rivière Mugere. Là, il n'y avait pas d'église, pour prier on nous laissait aller à l'église catholique Burima qui est proche. Cependant, peu de chrétiens y allaient de peur d'être tués. Je me souviens qu'un certain dimanche, alors que nous étions en train de prier, nous avons vu des soldats entrer dans l'église. Ils ne nous ont pas tués mais nous ont terrorisés. Depuis ce jour là, nous avons abandonné d'y aller.»*[68]

Un autre problème qui s'est posé est l'indisponibilité des cadres religieux. A la paroisse KARINZI, il n'y avait ni sœurs ni prêtres : tous avaient fui la guerre. Toutefois, les catéchistes ont essayé d'encadrer les chrétiens catholiques qui s'étaient rassemblés dans le site des regroupés de MUTAMBU se trouvant aux alentours de la paroisse KARINZI.

---

[66] Idem
[67] Chrétien J.P. et MUKURI M, op.cit p.213
[68] I. MANIRAMPA, 33ans, étudiant, Gitaba, Mars 2015

C'était donc dommage car cela n'était jamais arrivé qu'un catéchiste célèbre la messe à la paroisse. Par conséquent, certaines activités relatives à la croyance catholique étaient disparues NTAHOMVUKIYE nous le dit en ces termes :

« A la paroisse Karinzi, les activités allaient mal. D'abord, les prêtres qui s'y trouvaient en 1993 avaient fui. Ensuite, l'évêque nous a envoyé d'autres prêtres mais eux aussi n'ont pas résisté à la situation de la guerre, ils n'étaient stables. Ils restaient à la paroisse pendant quelques jours d'accalmie mais quand la situation devenait grave, ils fuyaient. Finalement, ils ont été fatigués par cette situation de guerre et les chrétiens ont vécu pendant une durée de trois ans sans prêtres. Ce sont les catéchistes qui vont s'occuper de l'encadrement des chrétiens. Comme conséquence, les activités comme le baptême, confirmation, pénitence, etc. n'étaient pas pratiquées.»[69]

Cependant, certains pères blancs pouvaient arriver à MUBONE (commune KABEZI) pour répondre à certains besoins des chrétiens.

4.2. Les protestants

Ensemble des chrétiens qui ne reconnaissent pas l'autorité du pape de Rome, les protestants ont eu un problème majeur pendant la crise. N'ayant pas leurs églises proches des sites des regroupés, les protestants ont manqué des lieux de prière conformes. Pour s'arranger, ils se regroupaient dans des salles de classes suivant leurs sectes. Les dimanches, on dirait qu'il s'agissait d'une sorte de désordre en priant. Chaque confession religieuse ayant sa manière de prier, des chansons différentes dans les salles de classe, côte à côte, gênaient d'une manière ou d'une autre les partisans de ces sectes. Un protestant qui a gardé son anonymat, nous raconte : « *Nous ne pouvions pas abandonner à prier. Nous nous rassemblions dans une salle de classe et Dieu nous entendait.*»

[69] S. NTAHOMVUKIYE, 59ans, Catéchiste, Rubanda, Mars 2015

En plus de cela, d'autres se rassemblaient dans des huttes qui donnaient naissance à des sectes des Basohoke.

5. L'enseignement primaire et secondaire

5.1. Les destructions des infrastructures scolaires

Pour tout le pays, on estimait à 105 le nombre d'écoles primaires totalement détruites et 376 autres particulièrement détruites en 1997. Cela justifie pourquoi le taux de scolarisation est passé au niveau national de 70% en 1992-1993 à 43,6% en 1996-1997

Dans notre commune, beaucoup d'écoles vont être touchées par la crise. En effet, certaines ont servi de refuge (école primaire de KARINZI) et d'autres ne fonctionneront plus (école primaire de MARAMVYA) au cas où d'autres avaient été brûlées (GASI, RUVYAGIRA, BURIMA et KIVUNGWE). En les brûlant, les groupes armés avaient comme objectif de bloquer toutes les activités dans le but de montrer l'incapacité de l'administration en place.

Le tableau suivant nous montre l'ampleur des dégâts des infrastructures occasionnés par la crise.

Tableau n°10: Infrastructures scolaires endommagées par la crise en Commune MUTAMBU

Direction	Ecole	Nombre et nature d'éléments endommagés
Gasi	Gasi	Toiture de 6 classes, les portes, les fenêtres, tous les bancs pupitres.
Kivungwe	Kivungwe	Toitures : 20 bacs autoportants Murs : 3 murs fendus à rebâtir Fenêtres : 42 fenêtres et leurs vitres Pavement : 6 salles de classe à réparer Fermeture : 8 cadenas et serrures 8 paires de charnière Bâtiments : 1 logement, 1 cuisine et 1 latrine pour les enseignants Reconstruction totale avec 250 tôles, 10 portes et 12 fenêtres.
Ruvyagira	Burima	Toiture : 6 salles à couvrir le toit Fenêtres : 30 Pavement : 6 salles Ouverture : 6 portes et 6 cadenas 1 logement des enseignants à reconstruire 6latrines pour les élèves

Source : Canton Mutambu, Rapport de fin d'année, Année scolaire 1999-2000

D'après le tableau précédent, les écoles ci-haut mentionnées ont été complètement consumées par les flammes à tel point qu'on ne pouvait plus rien trouver : les bancs, les livres, les documents divers, … ont été perdus.

Un autre phénomène qui a été à la base de l'endommagement des infrastructures scolaires est le groupement de la population. Voici ce que les rapports communaux nous ont fourni dans le tableau suivant.

Tableau n°10 : Dégâts occasionnés par le groupement de la population aux écoles primaires de Rutovu et de Karinzi

Direction	Ecole	Nombre et nature des éléments endommagés	Observation
Karinzi	**Karinzi**	250 bancs pupitres, 260 vitres et du mastic, 150 bancs, 6 chaises, 6 bureaux, 8 armoires	A cause du regroupement de la population, nos écoles perdent beaucoup au niveau des infrastructures.
	Rutovu	100 bancs, 2 chaises et 2 bureaux pour enseignants.	Idem.

Source : Inspection cantonale de Mutambu, Rapport annuel 1999-2000

5.2. La vie des enseignants

Pendant la crise, la vie des enseignants étaient précaires. Un bon nombre d'enseignants ont abandonné leur métier, d'autres se sont retrouvés obligés de changer de lieux de travail sans oublier qu'ils étaient dans certains cas torturés. Cette situation a provoqué une pénurie du personnel enseignant dans les écoles de la commune MUTAMBU. La solution apportée à ce problème a été le recours aux enseignants non qualifiés, ce qui a sans doute eu des répercussions sur la qualité de l'enseignement.

C'est pendant cette période de crise qu'on a enregistré un grand nombre d'abandons. Les encadreurs étaient aussi perturbés dans leurs activités. Certaines années ont été catastrophiques en matière d'encadrement pédagogique. C'est le cas de l'année scolaire 1997-1998 .

Tableau n°11 : Encadrement pédagogique : Activités réalisées par les directions durant l'année scolaire 1997-1998

Direction	Leçons modèles	Visite de classe	Tests d'évaluation	Réunions pédagogiques
Gasi	1	33	10	3
Karinzi	4	50	17	3
Kivungwe	4	13	4	1
Ruvyagira	4	8	12	3

Source : Canton Kabezi, rapport annuel 1997-1998

D'après ce tableau ci-haut, nous remarquons que la moyenne de leçons modèles dans la commune n'a atteint que 11% des 130 prévues annuellement. Les visites de classe n'ont été effectuées qu'à 17% des 150 prévues et les tests d'évaluation à 19% des 54 prévues.

CHAPITRE III : BILAN SOCIAL ET ECONOMIQUE DE LA CRISE D'OCTOBRE 1993DANS LA COMMUNE DE MUTAMBU

Ce chapitre vise á analyser le bilan social et économique de la crise d'octobre 1993 dans la Commune de MUTAMBU. L'objectif sera d'essayer de porter un regard sur les changements occasionnés par la crise au point de vue socio-économique.

Dans un premier temps, nous nous proposons de voir le Bilan social et la nouvelle forme de vie. Dans cette rubrique, nous préoccuperons de faire une analyse sur la destruction des relations sociales entre les Communes MUTAMBU et MUKIKE. Nous verrons aussi les conséquences de la crise de 1993 sur l'Enseignement, la Santé et la Religion en Commune de MUTAMBU.

En fin, nous nous intéresserons sur le Bilan économique de la crise, où on verra les effets de la crise sur l'Agriculture et l'élevage en Commune de MUTAMBU. Nous nous pencherons aussi sur l'Incidence de la Crise sur le Commerce et la diminution des échanges commerciaux.

A. BILAN SOCIAL ET NOUVELLE FORME DE VIE

1. Destruction des relations sociales entre les Communes MUTAMBU et MUKIKE

Depuis longtemps, les relations sociales entre la commune de MUTAMBU et MUKIKE étaient centrées sur l'Ubugabire. Cette coutume d'Ubugabire avait animé de bonnes relations entre les Banyamutambu et les Banyamukike.

En effet, ces rapports sociaux d'Ubugabire qui unissaient les gens de ces différentes communes prenaient leur origine des différentes occasions de rencontre de leurs populations, comme les jours de marché, les voyages, les fêtes et la transhumance des vaches DE MIKIKE vers MUTAMBU.

Avant même l'introduction de la monnaie, l'échange se faisait sur les produits provenant des régions différentes et de potentialités économiques différentes.

Les gens de MUKIKE qui avaient beaucoup de vaches n'avaient autre chose de grande valeur à donner à un ami que la vache. C'est donc la vache qui avait la valeur de se procurer un objet important dont le Munyamukike avait besoin.

Pendant la période de famine, les gens de MUKIKE parcouraient de longues distances pour chercher un habitant de MUTAMBU pouvant lui procurer de la nourriture pour sa famille. Si ce Munyamukike était un éleveur de vaches, il pouvait donner une vache à celui qui lui avait procuré de la nourriture. De cet échange, des bonnes relations étaient nouées.

Ensuite, lors des différentes fêtes faisant l'objet de rencontre telles que Ukwatirwa, levée de deuil, Ukubandwa, fête de mariage,... les habitants de ces deux communes s'entraidaient. Même si l'on avait supprimé définitivement le système d'Ubugabire au niveau national en 1977, les gens de MUKIKE avaient gardé les mêmes relations avec les gens de MUTAMBU.

Cependant, ce système va prendre définitivement fin avec le début de la guerre de 1993 dans notre zone d'étude. L'Ubugabire va être critiqué par les propagandistes Hutu qui voulaient se libérer des pouvoirs à majorité tutsi.

2. Désorganisation des activités scolaires

2.1. Dégradation de l'enseignement

L'enseignement tant primaire que secondaire a subi des effets néfastes de la crise : la déperdition des écoliers et élèves, des enseignants, la destruction des infrastructures scolaires et la dégradation de la qualité de l'enseignement. Dans la commune MUTAMBU comme dans le reste du pays, la crise a emporté des écoliers mais également des enseignants.

NYANDWI regrette son fils qui a été remporté par la guerre : «*La guerre est mauvaise, et d'ailleurs quand je me rappelle de cette période de la crise mon*

cœur tremble. La guerre a tué mon fils qui faisait la classe de la 9ème, aujourd'hui il serait à l'université ou aurait terminé.»[71]

En plus de cela, des traumatismes engendrés par la crise, la carence effective des parents ainsi que leur autorité a dégradé l'enseignement. Les orphelins de guerre connaissaient un problème par rapport aux autres. Ces enfants ne trouvaient d'intérêt pour continuer les études parce qu'ils sont désespérés et voient que le monde est méchant. C'est pourquoi certains adhéraient même les mouvements rebelles et la majorité y trouvait la mort.

Parmi ceux qui ont survécu, un certain nombre s'est retrouvé dans une situation des déplacés et d'autres des regroupés. Ces enfants étaient obligés de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins. Ils devaient travailler, combinant ainsi travail et études, ils ne trouvaient pas suffisamment de temps pour ces deux activités d'où leur absence souvent à l'école. Par conséquent, un bon nombre de jeunes ont versé dans la drogue, l'alcoolisme, vagabondage et même la violence.

De plus, tout le système éducatif de la commune MUTAMBU était perturbé, sans parler de la qualité de l'enseignement qui se dégradait au fil du temps, l'influence néfaste des medias et rumeurs, la désertion des enseignants pour leur métier ont fait chuter le niveau de formation.

Malgré tout cela, le taux de réussite n'a pas beaucoup baissé en commune MUTAMBU. Mais on peut se demander pourquoi cette situation contradictoire. C'est ce que nous allons vor dans le point suivant.

2.2. Le rendement scolaire pendant la crise

Comme partout ailleurs, plus un système éducatif est performant, plus la qualité de la formation de la population est bonne et par conséquent le fruit va se refléter sur le développement de cette entité administrative.

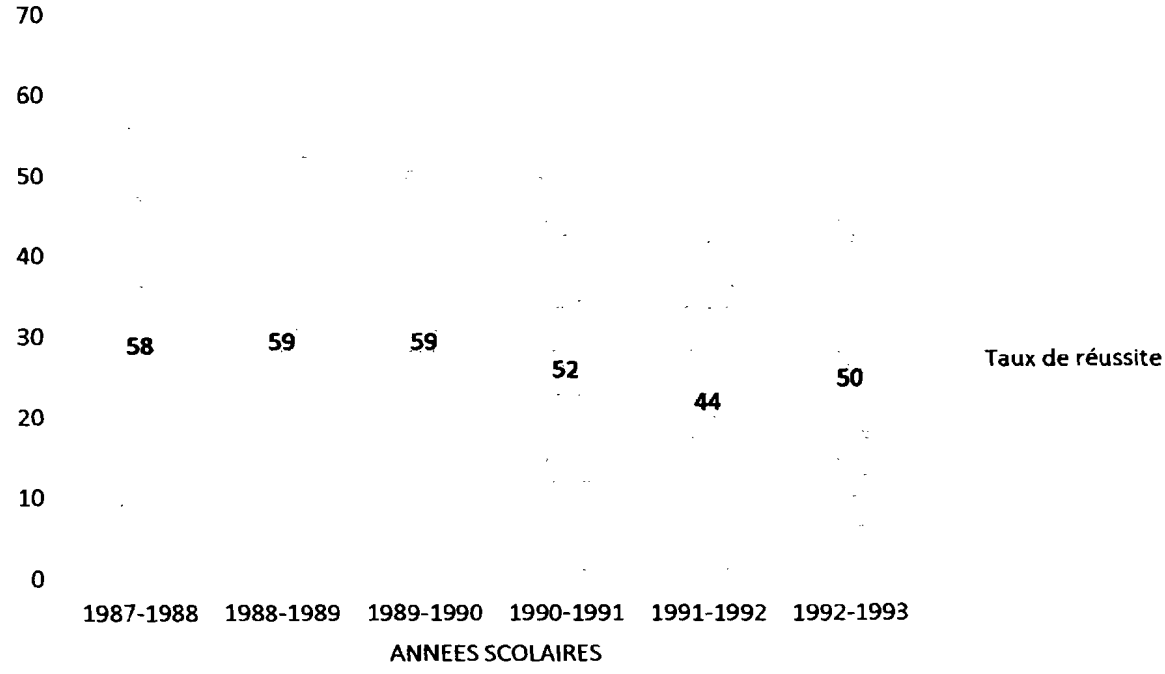
---

[71] B. NYANDWI, 64ans, Cultivateur, Kigarura, Mars 2015

Toutefois, en commune MUTAMBU, depuis la crise de 1993, il est vrai que le système éducatif a été perturbé suite aux conditions qui sont devenues insupportables pour les enfants et les enseignants.

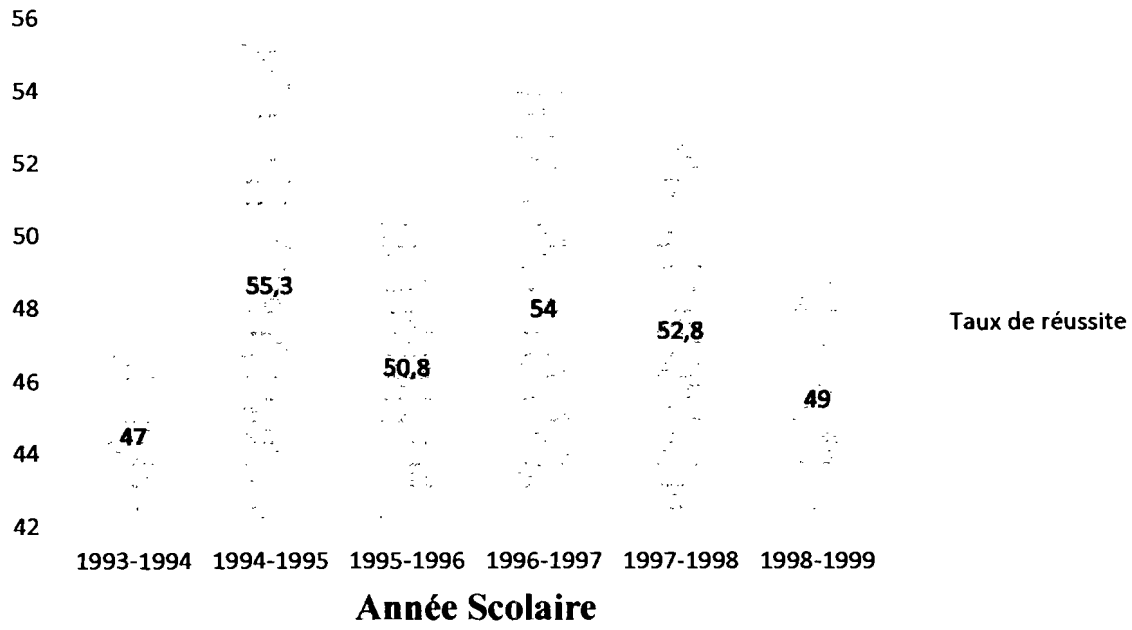
Ici, on dirait que le taux de réussite allait négativement être affecté par la crise. Mais, quand nous comparons le taux de réussite d'avant la crise à celui de la crise, il n'y a pas d'écart remarquable. On observe même une tendance à l'élévation des taux de réussite en période de crise. Pourtant, une baisse importante se remarque surtout pour les années 1998-1999 et 1999-2000. Ceci est causé par le regroupement de la population, une situation difficile à vivre qui devrait avoir des répercussions des résultats scolaires. Avec les graphiques suivants, nous pouvons bien le comprendre.

Graphique n°1 : Evolution du taux de réussite avant la crise de 1993



Source : construit par nous-mêmes sur base des données des cantons scolaires Kabezi et Mutambu

Graphique 1 : Evolution du taux de réussite pendant la crise



Source : Construit par nous-mêmes sur base des données des cantons scolaires Kabezi et Mutambu.

D'après ces graphiques, il n'y pas de différence notable entre les taux de réussite d'avant la crise et ceux de la crise.

Ce qui explique ce phénomène est que souvent, les régions les plus touchées par la guerre bénéficiaient de l'appui des organismes les plus humanitaires. La commune MUTAMBU n'a pas alors fait l'exception. Des organismes comme O.A.P, C.N.R, projet TWITEZIMBERE ont aidé dans le domaine de l'enseignement comme l'illustre le tableau suivant.

Tableau n°12: Organismes ayant aidé dans le domaine de l'enseignement et leurs réalisations en commune MUTAMBU

O.N.G	Ecoles	Nombre de salles de classe	Classes mobiles en sheeting	Accessoires
O.A.P (Organisation d'Appui à l'autopromotion	Karinzi	6 +1 direction	-	Toilettes
	Ruvyagira	4	-	Toilettes + bancs
C.N.R (Centre Norvégien pour les Réfugiés	Birayi	3	-	Toilettes + bancs
	Kirari	3	-	Toilettes + bancs
	Burima	-	-	Toilettes + bancs
	Rubanda	-	2	
	Kinonko	-	2	
	Gomvyi	-	3	
	Mukonko II	-	2	
TWITEZIMBERE (projet)	Mukonko	6	-	Toilettes + bancs
	Burima I	6 + 1 direction	-	Toilettes + bancs
TOTAL	11 écoles	34 salles de classe + 2 directions	9	7 bloc: sanitaires - bancs

Source : Commune Mutambu, Archives communales, décembre 2006.

D'après ce tableau, nous remarquons que ces organismes humanitaires ont fait un effort remarquable dans l'amélioration de l'enseignement car n'eurent été les efforts de ces organismes humanitaires, la commune MUTAMBU serait encore sinistré dans le cas d'infrastructures scolaires.

2.3. L'abandon scolaire

A MUTAMBU, la crise a provoqué un grand nombre d'abandons scolaires. Beaucoup d'enfants abandonnaient l'école du fait que certains avaient perdu leurs parents, d'autres ne savaient pas où leurs parents se sont déplacés ou bien leurs parents étaient devenus incapables de payer les frais scolaires pour leurs enfants. Mais aussi, dans certains cas, la distance entre le centre d'accueil des déplacés et l'école était longue.

On remarque alors que les taux d'abandon étaient fluctuants avec une tendance à l'augmentation. Ils étaient faibles au début des événements de 1993 pour s'accentuer au cours du conflit armé qui a suivi. Le tableau suivant nous montre comment les taux d'abandon ont augmenté.

Tableau n°13 : Abandons scolaires en commune MUTAMBU, 1999-2006

Année scolaire	Effectif total	Total Abandon	Taux d'abandon en %	Observations
1999-2000	2041	41	2 %	-
2000-2001	3821	84	2,19 %	-
2001-2002	5995	328	5,4 %	Pauvreté
2002-2003	6612	699	10,57 %	-
2003-2004	5339	860	16,10 %	Insécurité
2004-2005	5816	362	6,22 %	Insécurité
2005-2006	7526	704	9,35 %	Cas de transfert vers d'autres écoles, pauvreté, abandon volontaire

Source : Tableau construit par nous-mêmes sur base des rapports annuels cantonaux

D'après ce tableau, les taux d'abandon ont nettement augmenté à partir de 1999. De plus, on remarque que l'insécurité due à la guerre, le manque de frais scolaires, sont les causes principales des abandons.

3. Incidence sur la santé

3.1. La santé mentale de la population

Les violences politico-ethniques qui perdurent au Burundi depuis octobre 1993 ont eu des répercussions considérables sur la santé mentale de la population, c'est-à-dire sur leur vécu émotionnel et affectif, sur leur système de perception du monde.

A MUTAMBU, l'insécurité durable a engendré l'anxiété, l'irritabilité, la dépression, la fatigue morale, la passivité, la peur du lendemain, l'augmentation de délinquance et la dangerosité sociale.

Cela se manifestait surtout par la naissance des pensées imaginaires et des mythes. Par exemple, il s'est propagé des rumeurs que la fin du monde aurait eu lieu en 2000. « *En 2000, les partisans de certaines églises ont profité de la crise pour nous effrayer. Les soi-disant prédicateurs invitaient leurs adeptes à acheter des bougies pour se préparer à l'avenue du Christ le 1er janvier 2000.* »[72], se rappelle NZAMBIMANA. Des bougies ont été achetées en abondance dans ces jours, ajoute-t-il.

La population était désespérée à cause de la guerre. Le taux de chômage s'est élevé, les mœurs se sont dégradées, l'individualisme et le chacun pour soi ont gagné le terrain au détriment de la cohésion sociale.

3.2. Naissance d'un vocabulaire nouveau

Pendant la crise burundaise, la population a adopté un comportement bizarre et le désordre a caractérisé le pays. A MUTAMBU et presque dans tout le reste du pays, un nouveau vocabulaire ou un langage nouveau a surgi. Il s'agissait des mots nouveaux auxquels on était habitué mais qui ont une signification. Parmi ces derniers, il ya des termes en kirundi et d'autres en langues étrangères qui ont été mis en Kirundi. Pour bien le comprendre, nous pouvons voir les tableaux suivants.

[72] A. NZAMBIMANA, 31ans, Chômeur, Muyaga, Avril 2015

Tableau n°14 : Mots Kirundi qui étaient inhabituels

Nouveaux mots	Signification
Abagiraneza	Ceux qui font du bien (les bienfaiteurs). Ce terme désigne les organisations caritatives ou les personnes physiques qui contribuaient de diverses manières à soulever les populations qui vivent dans la misère.
Abagizibanabi	Ceux qui font le mal (les malfaiteurs). L'expression était utilisée pour désigner les criminels.
Agahengwe	Période d'accalmie. Mot souvent utilisé pour désigner l'accalmie qui a lieu après une période de violence qu'a pu connaître une région
Ubushaza	Petits pois. Terme utilisé pour parler des barres de fusils.
Gucengetera	Verbe relatif à la manière dont les déplacés utilisaient pour aller récolter dans les champs tout en se cachant des rebelles et des forces de l'ordre.
Gukizura	Patrouiller
Gukinzura	Quitter. Ce verbe était utilisé par la population quand il y avait par exemple des rumeurs disant que le lendemain il y aura la guerre en rebelle et forces de l'ordre.
Abakomagu	Ceux de Bikomagu. Terme utilisé pour désigner les forces de l'ordre.
Inyenzi	cafards. Mot utilisé par les rebelles pour désigner les militaires.
Gususurutsa	Réchauffer. Terme employé par les gens qui brûlaient les victimes dans les maisons.
Intagoheka	Ceux qui ne ferment jamais l'œil. Terme désignant les partisans du FDD.
Agashavu	Petite colère
Ihonyabwoko	Génocide.
Ibinywamaraso	Les buveurs de sang. Mot utilisé pour désigner ceux qui ont tué

	NDADAYE.
Babahungu	Les garçons . Terme désignant les combattants du FDD.
Amagume	Les difficultés.
Bwegu	Relatif au possesseur (propriétaire)
Bwuma	Relatif au métal. Ce terme était utilisé par les partisans du FRODEBU dans les campagnes électorales. Par exemple, on disait : «Hagarare bwuma, inivo ni ugutwi.», « Dressez-vous comme un métal, le niveau est l'oreille.»
Icico	Un menteur, un délivreur des secrets. Terme désignant toute personne qui collaborait avec les forces de l'ordre.
Kumyoka	Quitter vite, courir vite
Ikibambabugari	Terme utilisé pour designer le poisson (petit Mukeke) sec
Gukuba	Prendre quelqu'un(e) par force pour aller l'utiliser dans les travaux des militaires.
Sweti	Un bagage des militaires
Guhama	Emigrer
Gucomoka	S'en fuir secrètement

Source : Tableau construit par nous-mêmes sur base des mots kirundi nés et répandus pendant la crise

Tableau n°15 : Termes transformés à base des préfixes, radicaux ou suffixes d'origine des langues étrangères

Amasite	Les sites.
Amaburende	Les blindés. Mot utilisé avec ironie pour désigner les huttes dans lesquelles vivaient les déplacés.
Ijomafu	« Un je m'en fous ». Du verbe s'en foudre : mot pour désigner un camion des militaires.
Ipikapu	Un pick up
Irondo	Ronde nocturne
Irigara	Légaliser, (mot en Anglais=légalise) : il est utilisé pour désigner un endroit où les jeunes s'assoient pour fumer du tabac, drogue ou bien dialoguer.
Abadoriya	Les éclaireurs, les patrouilleurs. Terme approprié aux jeunes gens qui servait d'agent de renseignement.
Umujipehashi	Un J.P.H. (Jeune Patriotique Hutu)
Abajene	Les jeunes (terme approprié aux jeunes qui sont capables d'assurer la défense de leur colline
Iboro	Abroad (mot anglais : dehors, à l'étranger).L'Iboro était donc une personne d' ethnie différente a celle des malfaiteurs. ce terme était utilisé par les jeunes qui tuaient des personnes d'une autre ethnie en les faisant sortir du bus. Ils disaient par exemple « Tugende gutegera Iboro kw' ibarabara »: Allons arrêter les étrangers sur la route.
Abasaya	Les assaillants
Abasanzesheke	Les sans échecs (terme utilisé pour désigner les jeunes malfaiteurs tutsis)
Ihandagi	Mot d'origine germanique « handag » utilisé par les rebelles pour désigner les caches souterraines dans les forêts.
Ubwadona	Du donnant (terme désignant la farine du maïs donnée aux déplacés par le PAM)
Ivyapamu	Du PAM (Programme Alimentaire Mondial)

Gupiya	Piller
Zambarade	Bombardier (terme utilisé pour désigner un avion bombardier. On disait par exemple : « Ngw'aho zambarade iraje, nimunyegeze inzara » : « Soyez attentifs, l'avion bombardier vient, cachez les ongles! »
Gusagata	Du terme swahili « kusakata » : « prendre vite ». Ce verbe était utilisé quand les gens pillaient les biens d'autrui, tout cela très vite de peur d'être attrapés.
Urubare	Balle. Ce terme désignait les bruits des canaux surtout quand les rebelles et les militaires s'affrontaient.

Source : Tableau construit par nous-mêmes sur base des mots étrangers transformés en kirundi

4. La prolifération des sectes

Avec la crise d'octobre 1993, les sectes religieuses se sont développées. Les unes ayant été agréées avant cette date et les autres durant la crise.

A MUTAMBU, avant la crise, les principales sectes qui y étaient déjà implantées étaient l'Eglise Emmanuel, l'Eglise Méthodiste Libre et l'Eglise Pentecôte. Pendant la crise, on assista à un phénomène nouveau : beaucoup de personnes se rassemblaient dans des chambres de prières (Ivyumba vy'amasengesho) pour demander à Dieu d'arrêter la guerre. De ces chambres de prières, naîtront de nouvelles sectes religieuses auxquelles l'on était habitué. Il s'agit par exemple des Basohoke, dissidents de l'Eglise protestante. Pour prier, ils se rencontrent dans un lieu convenu.

Ces Basohoke sont souvent dirigés par des va-nu-pieds et n'ont pas d'églises construites. Il y aura aussi la naissance de l'EUSEBU (Eglise pour l'Unité du Saint Esprit au Burundi) dissidents de l'Eglise Pentecôte.

La liste est longue, on peut parler aussi des tempérants qui ne consomment pas de la viande. Ce sont les dissidents de l'église adventiste du 7è jour. Ils cultivent beaucoup de plantes et sont des gens qui travaillent beaucoup.

En plus de ces sectes déjà cités, il y a également Les Témoins de Jéhovah, Eglise Evangélique de l'Afrique Centrale (EEAC), Eglise Anglicane, Eglise Vivante, Abizera, Les Baptistes et ManaMin.

5. Naissance d'une jeunesse délinquante

Comme nous l'avons vu précédemment, à MUTAMBU, beaucoup d'enfants n'ont pas pu continuer leurs études du fait que les écoles avaient été détruites ou parce que les enseignants étaient emprisonnés ou bien parce qu'ils avaient fui sans pouvoir être remplacés. De plus, la crise a provoqué d'innombrables indigents, orphelins pour la plupart, qui ne pouvaient pas se payer les frais scolaires et avoir un équipement vestimentaire et des fournitures scolaires.

Cette situation a offert un terrain particulier favorable à une jeunesse délinquante. D'une part, chez les Hutus, les jeunes commencèrent à rejoindre les autres dans la rébellion. D'autre part, chez les Tutsis, certains jeunes se sont organisés pour accompagnés les militaires dans les patrouilles et d'autres ont été recrutés dans les groupes délinquants appelés « les Sans échecs ».

Des enfants ont été largement sollicités dans les stratégies militaires mises en place par la rébellion hutue. C'est dans ce cas que des enfants de plus ou moins 10 ans appelés « Doriya » étaient utilisés pour surveiller stratégiquement ce qui se passe dans une région environnant une position militaire et ainsi fournir de précieux renseignements.

De plus, dans les sites, les jeunes étaient mal éduqués. Ils passaient des journées loin de leurs parents soit parce qu'ils manquaient de quoi manger, soit parce qu'ils voulaient pour oublier la situation dans laquelle ils sont. On les voyait attroupés au terrain, au tour des cabarets ou restaurants dans un « Ligala ». Ces délinquants s'adonnaient alors à des abus sexuels, consommaient de la drogue et pillaient.

Même quand la guerre a pris fin, certains jeunes ont été caractérisés par le même comportement. Ce qui est nécessaire pour régler ce problème de délinquance et la rééducation des enfants et jeunes pour les amener à réintégrer la vie normale.

6. La propagation du VIH/SIDA

Au niveau national, la crise a été un facteur de propagation du VIH/SIDA. Selon une étude mené par l'UNICEF sur l'état de santé reproductive des filles et des femmes en situation de conflit, la pandémie du sida a connu une grande expansion surtout dans les camps des déplacés. « *Pour l'infection au VIH/SIDA, la séroprévalence du VIH est plus élevée chez les femmes que chez les hommes, et dans tous les milieux. Ainsi, on a 14.12% contre 8.52% pour le milieu urbain ; 18.05% contre 10.95% pour le milieu semi-urbain ; 1.03% contre 0.43% pour le milieu rural. Pour les femmes enceintes, la séroprévalence de l'infection au VIH est de 10.03% (20% en milieu urbain)*»[73]

Selon la même source, l'état de séropositivité est plus élevé chez les femmes que chez les hommes; il est dû à la vulnérabilité des femmes par rapport aux hommes. En effet, les filles et les femmes dans plusieurs cas étaient violées, battues, et d'autres se livraient à la prostitution. De plus, il est essentiel de signaler que les femmes qui vivaient dans une promiscuité étroite menaient souvent une vie sexuelle plus active les exposant ainsi aux maladies sexuellement transmissibles.

Selon un rapport communal, dans notre zone d'étude, le taux de séropositivité prévalent est en moyenne de 0.98% ce qui montre que si rien n'est fait, la pandémie du SIDA risque de freiner le développement de la commune. La majorité de la population a peur de faire un dépistage volontaire.

[73] Unicef, Etat de santé reproductive et mentale des femmes et filles en situation des conflits. Le cas du Burundi, Bujumbura, Unicef, 1995, p.8

De plus, la campagne de sensibilisation à la lutte contre ce fléau ne se fait pas de façon accrue, ce qui fait que les séropositifs ne veulent pas se faire remarquer afin d'échapper à la stigmatisation et à la discrimination.

D'autres ignorent même qu'ils vivent avec le VIH/SIDA. Il y en a qui continuent à fréquenter les sorciers jusqu'à ce que la mort s'en suive sans savoir de quoi ils soufrent.

7. Les victimes de la guerre

Il est très difficile d'établir un bilan effectif sur les victimes de la guerre civile de 1993 à MUTAMBU. D'abord, c'est une guerre qui a duré longtemps, plus de 12 ans. Ensuite, même les registres de l'état civil de MUTAMBU montrent le nombre de décès sans donner des détails sur les causes de ces décès. C'est pourquoi il nous a été impossible d'avoir un bilan réel sur les victimes. Cependant, selon l'Amnesty International, « *entre octobre et décembre 1993, au moins cent milles civils ont été tués dont beaucoup de hutu, victimes d'exécutions extrajudiciaires perpétrés par les forces de sécurité...*»[74]

A MUTAMBU, les violences de rebelles et les représailles de l'armée régulière ont causé beaucoup de morts. Plusieurs preuves et témoignages dans la Commune MUTAMBU laissent imaginer l'excès des éliminations. Les rapports de la Commune MUTAMBU nous montrent par exemple qu'en 2004, plusieurs actions de déstabilisation ont été menées par les miliciens. Il y a eu des attaques des camps militaires ici et là, des fusillades dans différentes places publiques qui ont causé des morts. On peut donner l'exemple du dimanche le 11 avril 2004 où les populations qui étaient au marché de MUTAMBU ont vu des rebelles leur lancer des grenades. Un rescapé nous dit ce qu'il a vu ce jour : « *C'est un jour que je n'oublierai jamais. Imaginez-vous, nous étions au marché où toute*

[74]Amnesty International, AFR/16/6/1994, Cité par J.P.Chr étien dans Défi de l'ethnisme, Rwanda Burundi1990-1996, Paris, Karthala, 1997, p. 321

personne avait ce qu'il allait faire. Vers treize heures, alors que j'étais avec mes amis en train de prendre une bouteille, j'ai entendu une grenade qui sonne. A ce moment même, nous nous sommes couchés par terre quand une grenade explosa et me blessa avec mes amis. On nous a conduits vers le centre de santé de Karinzi. Arrivé là, après avoir retrouvé la raison, j'ai entendu que quatre personnes sont mortes sur place. Quant à moi, on m'a soigné mais jusqu'à maintenant, quelques éclats de grenade se trouvent encore dans le corps mais je remercie Dieu de m'avoir gardé ce jour.»[75]

D'autres preuves expliquant les assassinats de personnes ne manquent pas. Vers 1997, sur la colline de MASENGA vers la rivière MYOGO, plus d'une cinquantaine de personnes ont été tuées en masse par des militaires.

En effet, pendant cette période, il y avait une mauvaise collaboration entre la population et les forces de l'ordre du fait que la population était accusée par les militaires de cacher les rebelles. C'est pourquoi quand les militaires étaient en patrouille, ils appliquaient la technique de la terre brûlée et fusillaient toute personne qu'ils pouvaient rencontrer sur leur passage. C'est dans cette optique que 54 personnes qui s'étaient cachées dans la rivière MYOGO ont été exterminées par les militaires.

Il est important encore d'ajouter que sur des positions militaires éparpillées dans la commune de MUTAMBU, plusieurs personnes y étaient souvent emprisonnées puis tuées. Ils étaient jetés dans des fossés situés sur les positions militaires. Ce qui explique ce phénomène est que plusieurs personnes capturées par les militaires ont disparu définitivement et leurs familles ne savent pas jusqu'aujourd'hui où elles ont été enterrées.

[75]D. NIMBONA, Enseignant, Burima, Avril 2015

En fin, il est essentiel de signaler que « *depuis 1993, la guerre civile au Burundi a fait quelques trois cent milles morts essentiellement des civils* »,[76]

8. Nouveaux groupes sociaux

A MUTAMBU, la crise a fait naître de nouveaux groupes sociaux. A part les déplacés, il y a eu l'apparition des rapatriés et des démobilisés surtout après l'accord de paix d'Arusha du 16 novembre 2003. D'une part les rapatriés ont été persuadés par la fin des hostilités et certains ont commencé à retourner dans leurs ménages depuis 2004 mais c'est en 2009 une année après la signature de paix entre le Gouvernement du Burundi et le mouvement FNL que les rapatriés se sont multipliés. Le rapport annuel de la commune MUTAMBU nous montre qu'au cours de cette année 23 ménages de 107 personnes des rapatriés Tutsi ont été accueillis favorablement.

D'autre part, il y a les démobilisés : il s'agit des ex-combattants qui n'ont pu être intégrés dans les forces de l'ordre après l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation. On dénombre dans notre commune « 40 » démobilisés dont 2 femmes. Tous ces démobilisés ont été réintégrés socio-économiquement par la commission nationale qui avait cette activité dans ses attributions.

[76] http://www.sangonet.com/Fich6ActualnterAfr.consulté le 23 mars 2015

Tableau n°16 : Nombre des démobilisés en commune de Mutambu par colline

Colline	Nombre
RUTOVU	16
GOMVYI	14
MURAMBI	2
BURIMA I	6
BURIMA II	2
Total	40

Source : Tableau construit à partir du rapport annuel de la commune en 2000

Tous ces démobilisés sont des Hutu. Pour pouvoir se développer, ces derniers se sont regroupés dans des associations. Selon le même rapport annuel de la commune, en plus de ces démobilisés, il y a une vingtaine des combattants FNL qui ont renoncé par leur volonté. Ils ont remis 15 fusils, 18 grenades et 8 chargeurs remplis de balles de fusils.

B. BILAN ECONOMIQUE DE LA CRISE

1. Effet de la crise sur l'agriculture et l'élevage

1.1. Effet sur l'agriculture

L'activité agricole qui constitue depuis longtemps la principale source de revenus à MUTAMBU a été déstabilisée par la crise. Or « *c'est en effet sur la*

production agro-pastorale que repose, la vie rurale en général et la satisfaction du ménage rural en particulier.»[77]

La crise s'est accompagnée d'une série de désordres qui sont à la base de la réduction de la production vivrière. D'abord, les champs ont été incendiés par les belligérants, des hectares de bananeraies ont été coupés par les militaires dans leur tactique de la terre brûlée. Nous pouvons donner l'exemple des bananeraies proche de l'Eglise catholique qui ont été coupés par les forces de l'ordre qui vivaient à la position MUGERE.

Il y a eu aussi l'abandon des propriétés surtout celles des familles Tutsi qui avaient fui la région depuis l'annonce de la mort de NDADAYE. Ces propriétés étaient devenues ces forêts jusque même après la signature de la paix en 2004. D'autres propriétés étaient devenues le terrain des forces armées car il était difficile de s'en approcher.

Cette situation d'insécurité a alors perturbé l'activité agricole. Alors qu'au mois de décembre de chaque année on était habitué à voir des champs de haricots sur les collines, il n'y restait que des herbes. Le manioc, la patate douce, la banane, la colocase et d'autres produits agricoles qui étaient vendus à un prix normal sont devenus chers à cause de la guerre. Le tableau suivant peut nous montrer par exemple comment le prix de la pomme de terre a varié entre 1991et 2008.

[77] George P., Précis de Géographie rurale, Paris, PUF, 1978, P.230

Tableau n°17 : Variation du prix de la pomme de terre de consommation etde semences

Année	Pomme de terre de consommation (FBU/kg)	Pomme de terre de semences (FBU/kg)
1991	-	70
1992	30	60
1993	30-25	55
1994	30	60
1995	35-40	60
1996	35-40	75
1997	40	100
1998	80	200
2008	250	400

Source : Tableau construit sur base des rapports communaux pour la période considérée

Ce tableau nous apprend que la crise n'a fait qu'augmenter les prix des produits agricoles, en l'occurrence la pomme de terre. Elle a provoqué toute une série de rupture socio-agricole dans notre commune.

D'autres produits comme le manioc, le haricot, la banane légume, le maïs, l'arachide n'ont cessé d'augmenter. Par exemple un kilogramme de haricot qui s'achetait à 60f avant s'achetait, en 2008, à 700f.

Un autre désordre qui est à la base de la réduction de la production vivrière est le fonctionnement anormal de Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage pendant la crise. En effet, suite à l'insécurité, il était impossible de contrôler le secteur agricole et par conséquent l'érosion a dégradé le sol.

Les cultures industrielles qui procurent l'essentiel des rentrées des devises de la commune ont été dégradées à cause de la crise. D'abord les plantations de thé qui étaient sur les collines MUKONKO ont été abandonnées dans les champs sans aucun entretien. Actuellement, même si la population de MUKONKO essaie de renouveler cette culture les récoltes sont très faibles.

Une autre culture industrielle qui a été fortement touchée par la crise est le caféier. En effet, « *le Burundi a produit 16521 tonnes de café pour la campagne 2001-2002 (Estimation FMI) alors qu'avant la crise, la production tournait autour de 30000 tonnes».*[78] Cette différence entre les tonnes produites avant la crise et celles produites pendant la crise nous donne une idée sur les effets de la crise sur la culture du café au Burundi en général ; et même le café robusta qui était produit dans les deux plantations industrielles de KIVOGA et NYAKAGUNDA dans l'IMBO ont été dévastées par la crise.

A MUTAMBU, la guerre civile a affecté les petites plantations paysannes. «*Dans toute la commune, les exploitations de caféiers ont fortement diminué. Certaines plantations ont été brûlées par les militaires pour éviter que les rebelles s'y cachent. D'autres ont été abandonnées par les cultivateurs et les ont remplacées par d'autres cultures comme le manioc suite aux variations incessantes des prix du café sur le marché mondiale.*»[79]

A cette baisse quantifiable, s'ajoute le manque d'engrais dû à la désorganisation des approvisionnements ; le mauvais entretien des plantations dû à la crise, la cessation de nombreuses opérations d'encadrement faute de financements, etc.

[78] http:// www.com. revues.org/579, consulté le 24 avril 2014
[79] V.HAKIZIMANA, 41ans, Agronome communal, Gomvyi, Avril 2014

La baisse de la production a entraîné une baisse de la quantité des tonnes vendues.

Enfin, des hectares de boisement ont été abattus par les déplacés mais aussi par les militaires pendant la crise. Les boisements de GOMVYI, RWERA, GITARA, et de ZINGA ont été complètement dévoisés de cette manière. Les déplacés s'en servaient pour la construction des huttes et comme le bois de chauffage dans les sites d'une part, tandis que d'autres hectares ont été détruits par les forces de l'ordre en brûlant les forêts surtout pendant la saison sèche sous prétexte qu'ils sont en train de détruire les milieux de refuge des rebelles.

1.2. Effet sur l'élevage

Etant donné que dans la commune de MUTAMBU, la production pastorale était défavorisée par le relief, les dégâts furent énormes avec l'éclatement de la guerre. S'il y a un secteur qui a été sévèrement touché par la guerre dans notre zone d'étude, c'est bel et bien l'élevage. Selon les rapports communaux, depuis l'installation de la rébellion à MUTAMBU, peu de nuits pouvaient s'écouler sans qu'il y ait pillages de vaches, des chèvres, des moutons, des porcs, des poules, des lapins, etc.

Bien que nous n'ayons pas des effectifs de ceux qui ont été volés, des cas de vols sont remarquable dans notre commune. D'abord, en 1993, après la mort de Melchior NDADAYE, un grand nombre de vaches que les partisans de l'UPRONA élevaient a été volé. D'après les rapports communaux, on constate que presque toutes les nuits, des animaux domestiques étaient volés. Un cas le plus connu est celui de septembre 2000 où tous les porcs qui étaient élevés à la paroisse KARINZI ont été volés par les rebelles. Ces vols généralisés des animaux domestiques à MUTAMBU ont provoqué une perturbation remarquable de l'élevage et la hausse du prix de la viande.

Un kilogramme de viande qui s'achetait à moins de 500FBu avant 1993 s'achète aujourd'hui à 6000FBu.

2. Incidence sur le commerce

A MUTAMBU, le commerce constitue la principale source des recettes communales à travers les impôts et taxes. Cependant ce commerce, jadis florissant, fut entravé par la crise de 1993. D'abord, la menace de guerre contre les voies de désenclavement de la région a diminué les ressources de la commune surtout les taxes sur le transport car la guerre a diminué la circulation des camions qui montaient à MUTAMBU pour transporter des produits comme le charbon, le bois d'œuvre, les produits agricoles, etc. De plus, la guerre a causé la destruction des dépôts de marchandises et des boutiques d'où le manque de grossistes en commune MUTAMBU.

Par conséquent, la pauvreté des habitants de la région s'est accentuée, une pauvreté qui s'était par ailleurs généralisée dans tout le pays à en croire le FIDA : « *En 2002, 70% des Burundais vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Le Produit National Brut (PNB) par habitant était durant la même année, de 100 dollars américains, soit la moitié de son niveau d'avant la guerre.*»[80]

3. Diminution des échanges commerciaux

Dans le temps, les centres de négoce de MUTAMBU étaient développés et rassemblaient beaucoup de commerçants. Comme nous l'avons vu au premier chapitre, la commune disposait des marchés qui constituaient une source des recettes communales importantes. Malheureusement, la crise a causé la fermeture de certains marchés suite à l'insécurité. En effet, il y avait eu un moment où les rebelles venaient faire des collectes de vivres sur les marchés et les militaires de l'armée nationale, informés de cela, tiraient la foule.

[80]FIDA, «Approche politique et stratégie de réduction de la pauvreté rurale au Burundi », Février 2008

C'est pourquoi les marchés de MUKONKO, MUGENDO, RUBANDA et KIGINA ont été suspendus durant les années de la crise.

Ensuite, pendant la crise, les boutiques et les dépôts de marchandises ne fonctionnaient pas ; Par conséquent, la commune perdait des recettes importantes.

CONCLUSION GENERALE

Le but de notre travail consistait à dégager un bilan des dégâts occasionnés pendant la période de la guerre civile dans la commune MUTAMBU, nous nous sommes forcés à montrer le parcours de la commune de MUTAMBU pendant plus de dix ans de guerre politico-ethnique ainsi que l'empreinte de cette dernière sur la vie socioéconomique de la population.

Pour saisir le degré et l'ampleur de ces effets, nous avons d'abord commencé dans le premier chapitre par analyser le contexte socioéconomique de la commune MUTAMBU avant 1993. Nous avons fait plusieurs constants. Avant cette crise, nous avons remarqué que la vie socio-sécuritaire se portait plus ou moins bien. Les différentes composantes de la population vivaient en bonne collaboration. Nous avons aussi vu qu'au point de vue économique, la commune de MUTAMBU connaissait des productions agricoles diversifiées. Ce sont des cultures qui procuraient des revenus relativement importants complétés par la vente du café. La population de MUTAMBU était globalement plus ou moins satisfaite de la production vivrière. Cependant, l'impraticabilité ou l'absence des voies de communication aussi bien entre les collines que vers l'extérieur ne favorisait pas la culture pour le marché. Dans le domaine sanitaire et éducatif, la situation était déplorable à cause du sous-équipement en infrastructures et du mauvais équipement en matériel et en personnel qualifié. Cette situation a été aggravée par le déclenchement de la crise en octobre 1993, une crise a profondément détruit les infrastructures socioéconomiques de la commune MUTAMBU. Comme nous l'avons vu au deuxième chapitre, depuis la mort de Melchior NDADAYE, la situation socioéconomique s'est gravement dégradée. Les destructions matérielles tant du secteur public que du secteur privé, les pertes en vies humaines,... ont eu des répercussions sur la vie socioéconomique des habitants de MUTAMBU.

Nous avons remarqué que de nouvelles formes de vie ont apparu suite à la crise. C'est notamment la création des sites des déplacés ou la promiscuité, la faim, le traumatisme qui compliquaient davantage la vie. Nous avons aussi constaté que la crise a multiplié les enfants de la rue, la rareté des denrées alimentaires qui a entraîné la hausse excessive de ces denrées. La crise a provoqué la dégradation de l'enseignement, a augmenté la sexualité, la paresse et la délinquance.

En somme, le mal du Burundi et de la commune MUTAMBU vient du fait que la population se réfère sur des pseudo-ethnies pour inscrire leurs actions..

D'autres aspects de la crise en commune de MUTAMBU pourraient être explorés, entre autres, le degré de traumatisme des déplacés suite à la crise, l'augmentation des litiges fonciers après la crise, intégration des démobilisés et l'accueil des rapatriés, etc.

BIBLIOGRAPHIE

A. OUVRAGES GENERAUX

1. BIDOU (J.) et al, Géographie du Burundi, Paris, Hatier, 1991
2. BURDEA (G), Traité de science politique, Tome III, la démocratie gouvernante, son assise sociale et sa philosophie politique, Paris, Librairie générale de droit et jurisprudence, 1972.
3. CHANTEBOUT (B.), Droit constitutionnel et science politique, Paris, PUF, 1963
4. CHEIK (A.D.), Nations Nègre et culture : de l'Antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire d'aujourd'hui, 3è édition, Tome I, Paris, Présence Africaine, 1972
5. DUK KHEIM (E.), Les règles de la méthode sociologique, Paris, PUF, 1963
6. GAHAMA (J.), Le jeu ethnique de la politique coloniale au Burundi, Paris, Karthala,- ACCT, 1989
7. GEORGES (P.), Précis de Géographie rurale, Paris, PUF, 1978
8. HANS MEYER, Les Burundi, Paris, Société française d'Histoire d'Outre Mer, 1984
9. LASSALE (J.P.), La démocratie américaine, Paris, Armand Colin, 1991
10. MUKURI M., Burundi, La fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes « ethniques » (1993-1996), Paris, Karthala 1996
11. MWOROHA (E.), Peuples et rois d'Afrique des Grands Lacs, Dakar-Abidjan, Nouvelles Editions Africaines, 1977
12. P. RYCKMANS, Une page d'Histoire coloniale. L'occupation allemande dans l'Urundi, Bruxelles, IRSB, 1953
13. PERRAUDIN (P.), Naissance d'une église. Histoire du Burundi chrétien, presse Lavigerie, 1963
14. R.F.I., Lieux et peuples d'Afrique, Paris, 1985

15.REYNTJENS (F), L'Afrique des Grands Lacs en crise, Rwanda-Burundi, 1994-1996, Paris, Karthala,1996

16.RYCKMANS (P), Une page d'histoire coloniale. L'occupation allemande dans l'Urundi, Bruxelles, IRCB, 1953

17. SURET-CANALE J., Afrique noire occidentale et centrale, Géographie, civile, civilisation, Histoire, Paris, Edition Sociales, 1973

B.MEMOIRES ET THESES

1. GAPARANYI (G), Catholicisme et religion traditionnelle au Burundi, Mémoire, Bujumbura, UB, 1985
2. HAKIZIMANA (G), Les logiques identitaires et leurs incidences sociopolitiques au Burundi : des origines à 1993, mémoire, UB, Bujumbura 2002
3. MUBONE (F), Evolution socio-économique de la commune Gisozi de 1960 à nos jours, Bujumbura, UB, FLSH, Mars 2002
4. NDAYIZIGA (C), BARANYANKA et la chefferie de NKIKO-MUGAMBA, BUJUMBURA, UB, FLSH, 1987
5. NDORERAHA (D), Ubugabire au Burundi et l'interdépendance économique : Essai d'interprétation, Mémoire, Bujumbura, UB, 1989
6. NDUWAYO (G.), La crise d'octobre 1993 au Burundi : Essai d'interprétation, Bujumbura, mémoire, UB, FLSH, 1998 p.35
7. NIMUBONA (J), Elections présidentielles du 01/6/1993 au Burunndi. Problématique de la légitimation en situation de dynamique socio-politique, mémoire, Université de Bordeaux 1994
8. NIRIKANA (R), Analyse des élections législatives de 1965 et celle de 1993, FLSH Bujumbura, 2004
9. NIYONGABO (D), Le comportement et le rôle de la jeunesse dans la crise d'octobre 1993, Bujumbura, UB, FLSH, 1998

10. NSAVYIMANA (D), Les mobilisations de la force du travail au Burundi sous le Mandat Belge (1920-1940), Thèse de doctorat, U.C.L., 1989, V_1
11. RUTIKANGA (I), La crise d'octobre 1993 : comportement de la population de la commune Busoni, Bujumbura, UB, FLSH, 1996
12. WAKANA (L.), Les échanges entre la ville de Bujumbura et les régions voisines, Bujumbura, mémoire, 2002

C. LES JOURNAUX, RAPPORTS ET ARTICLES DIVERS

1. Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation, protocole III, chapitre III, article, 27, paragraph3, alinéa C
2. Canton Kabezi, rapport annuel 1987-1988
3. Canton Kabezi, rapport annuel 1992-1993
4. Canton Mutambu, rapports annuels de 1996-2006
5. Commune Mutambu, rapport communal du 2/3/2000
6. Commune Mutambu, rapport communal, du 3 mars 1994
7. Commune Mutambu, rapport de sécurité du 16 Février 1994
8. Institution de la république du Burundi du 9 Mars 1992
9. Le journal INTUMWA du 15-30 juillet 2006
10. Le journal L'indépendant n° 250 du septembre 1993
11. Le Renouveau du Burundi, N°5183, du 30 Juillet 1998
12. Le Renouveau du Burundi, N°5550 du 18 Septembre 2000
13. Les archives communales de 1991-2010
14. Ministère du territoire et de l'environnement, Département des forêts : Etat physique des boisements domaniaux et communaux, province Bujumbura, commune Mutambu
15. MWOROHA E. Développement et problématique du renouveau culturel au Burundi. Au cœur de l'Afrique, 1976, n°3
16. Remarques africaines n°261 du 9 Mars 1966

17.Unicef, Etat de santé, reproductive et mental des femmes et filles en situation de conflit. Cas du Burundi, Bujumbura, UNICEF, 1995

SITES INTERNET

http ://fr.wikipedia.org/wiki/embargo

http://www.com.revues.org/579

http://www.irenees.net/dossier/mtc/-dossier-4.html

http://www.ppbdi.com/index.php/ubumwe/imib

http://www.sangonet.com/Fich6Actua/ nterAfr.

ANNEXES

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

A. IDENTIFICATION DE L'ECHANTILLON

1. Nom et prénom :

   Age :

   Sexe :

   Etat-civil :

   Colline :

   Commune :

   Province :

2. Ethnie : ☐ Hutu

   : ☐ Tutsi

   : ☐ Twa

3. Religion : ☐ Catholique

   : ☐ Protestant

   : ☐ Musulman

4. Profession : ☐ Cultivateur

   ☐ Fonctionnaire

   ☐ Commerçant

   ☐ Autre

B. SITUATION SOCIO POLITICO ECONOMIQUE ET CULTURELLE DE LA COMMUNE MUTAMBU AVANT LA CRISE

1. Quels types de violences existaient-ils à MUTAMBU avant la crise d'octobre 1993? Quelles étaient leurs causes? ☐ Banditisme

☐ Ethnisme

2. Comment était le revenu approximatif des ménages ? :

☐ Très satisfaisant ☐ Plutôt pas satisfaisant

☐ Plutôt satisfaisant ☐ Pas du tout satisfaisant

3. Comment se portaient les relations socio ethniques dans la commune Mutambu?

- Vous ressentez-vous inquiet de l'autre ethnie ? : ☐ Oui

☐ Non

-Avez-vous subi des injures à cause de votre ethnie? ☐ Oui

☐ Non

⇨ Si oui, comme ☐

-Avez-vous subi des menaces à cause de votre ethnie ☐ Oui

☐ Non

⇨ Si oui, comment ? ☐

4. Participiez-vous librement dans la vie politique? ☐ Oui

☐ Non

C. SITUATION SOCIO POLITICO ECONOMIQUE ET CULTURELLE DE LA COMMUNE MUTAMBU PENDANT LA CRISE

1. Y avaient-ils des signes avant-coureurs de la crise qui allait éclater en 1993?

☐ Oui

☐ Non

Si oui : ☐ Liés aux conflits ethniques ?

☐ Liés aux conflits fonciers ?

☐ Liés au mécontentement généré par les pouvoirs publics ?

☐ Liés aux propagandes des partis politiques ?

2. Pendant la crise : ☐ Etiez-vous resté chez vous ?

☐ Aviez-vous fui ? Vers où ?

3. Comment était la vie quotidienne pendant

LISTE DES PERSONNES INTERVIEWEES

Nom et prénom	Age	Lieu d'interview	Date d'interview	Fonction
MVUYEKURE Jacques	65ans	Burima I	Mai 2014	Cultivateur
SENDENDE Emmanuel	64ans	Gitaba	Mai 2014	Cultivateur
MINANI Corone	55ans	Giheta	Juin 2014	Cultivatrice
NTAHOMVUKIYE Serges	59ans	Rubanda	Juin 2014	Catéchiste
MANIRAKIZA Marine	40 ans	Kigarura	Juin 2014	Vendeuse
NAHIMANA Patrice	65ans	Rutovu	Mars 2015	Chef de zone
BAZIRINYAKAMWE Evariste	46ans	Burima I	Mars 2015	Cultivateur
NYANDWI Barthazar	64ans	Kigarura	Mars 2015	Cultivateur
RUHENGEKA Mathias	68ans	Burima	Mars 2015	Enseignant
NSABIYUMVA Capitoline	41ans	Giheta	Mars 2015	Cultivatrice
NDIKURIYO Raymond	36ans	Macumwe	Mars 2015	Cultivateur
NGIRIYABANDI Thérence	59ans	Gitaba	Mars 2015	Cultivateur
MANIRAMPA Ildéphonse	33ans	Gitaba	Mars 2015	Etudiant
NIMBONA Didace	35ans	Burima I	Avril 2015	Enseignant
NZAMBIMANA Anicet	31ans	Muyaga	Avril 2015	Sans
HAKIZIMANA Vianney	33ans	Gomvyi	Avril 2015	Agronome
NTAGACUNGUKA Rosalie	55ans	Kigarura	Juin 2015	Cultivatrice
HAVYARIMANA	35ans	Macumwe	Juin 2015	Cultivatrice

NDAYISABA Eric	30ans	Muyaga	Juin 2015	Etudiant
BIGIRIMANA Marc	31ans	Burima II	Juin 2015	Etudiant
MUKANYA Diomède	40ans	Giheta	Juin 2015	Cultivateur
BAZIRAKUNGUKA Luc	77ans	Kigage	Juin 2015	Cultivateur
NKESHIMANA Marc	43ans	Gomvyi	Juin 2015	Enseignant
NSHIMIRIMANA Marcel	44ans	Burima I	Juin 2015	Directeur de l'EP Burima II